

- ▶ DOSSIER: LUTTE DE CLASSES
- ▶ NUCLÉAIRE
- ▶ AFRIN : LA MONTAGNE DES LOUPS

# SANS SOLIDARITE INTERNATIONALE,



# PAS DE REVOLUTION SOCIALE !

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si né-

cessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édition en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Egrégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Moulins

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro de février aura lieu les 18/19 décembre dans le Finistère

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- ☐ 10 numéros 30 euros
- ☐ Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- ☐ En soutien + de 30 euros
- ☐ A l'essai (3 numéros) 5 euros
- ☐ Un numéros sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL égrégore, BP 81213 - 51058 Reims cedex

Ou payer par internet sur notre site

## CONTACTER LOCALEMENT

### l'Organisation Communiste Libertaire

#### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

#### AUVERGNE

ocl-moulins@orange.fr

#### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

#### CHAMPAGNE- ARDENNES

OCL c/o egrégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

#### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

#### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

#### MIDI-PYRENNES

OCL c/o canal sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

#### NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403  
62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr  
• Lille : oclille@gmail.com

#### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

#### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

#### POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@Orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

#### RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif"  
c/o Maison de l'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.fr  
• Valence :  
ocl-valence@riseup.net

#### CONTACTS

Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com

## SOMMAIRE



### EDITO ►PAGE 3

### DOSSIER

►PAGES 4/5 A LIRE ET SURTOUT À DISCUTER

►PAGES 6/8 Cette pandémie du « post » qui a (presque ?) enterré l'idée de révolution

►PAGES 10/11 L'aménagement du territoire : un nouveau terrain pour la lutte de classe ?

### L'ECONOMIE EN BREVES

►PAGES 12

### POINT DE VUE

►PAGES 13 VOTONS L'ABSTENTION !

### DANS LE MONTLUCONNAIS

►PAGES 14/15 Un montluconnais nous raconte

### BIG BROTHER

►PAGES 16/17

### VERTEMENT ECOLO

►PAGES 18

### GESTION ECOLOGIQUE

►PAGE 19/20 GESTION VERTE POUR PETITS BOURGEOIS

### ECLAIRES

►PAGE 20/23 A Grenoble, le capital se brosse dans le sens du Piolle

### NUCLEAIRE

►PAGE 23/27 Le nucléaire, une énergie verte ?!!

### SANS FRONTIERES

►PAGES 28/29

### INTERNATIONAL

►PAGES 30/31 Algérie, Maroc, jusqu'où ?

►PAGES 32/36 Afrin : la montagne des loups

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egrégore  
BP 81213 - 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

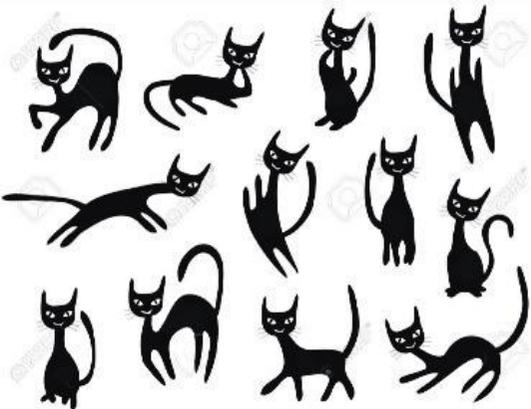
<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
n°315 - décembre 2021

Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0625 G 86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION

Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé  
Mise en page avec Scribus



## SANS SOLIDARITE INTERNATIONALE, PAS DE REVOLUTION SOCIALE !

Alors que la révolte sociale se mesure au pourcentage du taux de vaccination dans la population. Des pays de l'union européenne, comme les Pays-Bas, font mentir les éditorialistes. Alors que le taux de vaccination des hollandais est équivalent à ceux des français, la réponse donnée par une partie de la population de ce pays, face aux nouvelles restrictions sanitaires, n'est pas de même nature que celle visible en métropole. Car pour ce qui est de l'outre-mer, les anciennes colonies caribéennes, comme la Guadeloupe, par la grève générale et la révolte, montre un autre visage de la France face aux restrictions sanitaires. La Martinique lui emboitant le pas avec un appel à la grève générale pour le 22 novembre. Mais pour ces deux îles l'explication sanitaire n'est pas suffisante, la pauvreté en est sa première causalité, renforcé par le mépris de classe que les antillais subissent depuis des siècles par la gouvernance métropolitaine.

D'autres pays européens, comme la Belgique, l'Autriche se rebellent contre des mesures équivalentes.

La pandémie a mis un coup d'arrêt à une révolte mondialisée, excepté en Inde, où le mouvement des paysans commencé en 2020 se poursuit, même après avoir fait reculer le gouvernant d'extrême droite du premier ministre Modi. La bourgeoisie mondiale a su profiter de cette pandémie pour compléter son arsenal répressif face à l'aphasie généralisée. Allant, comme à Rotterdam, si certain.e.s pouvaient encore en douter, à utiliser des armes à feu contre des manifestant.e.s, pour le maintien de la sacrosainte croissance, productrice de l'augmentation de ses taux de profits. A l'époque du mouvement des gilets jaunes, un défenseur de la république bourgeoise, ancien ministre, avait réclamé l'utilisation, par les forces de l'ordre, de leurs armes de service sur les manifestant.e.s. Certains flics, ayant entendus l'appel étaient allés jusqu'à sortir leurs armes de leurs fourreaux. La France l'avait rêvée, la Hollande l'a fait !

Devons-nous croire que seul en Inde, la lutte de classe soit d'actualité, le prolétariat aurait-il disparu du monde occidental, ainsi que la pauvreté ? La guerre sociale que nous mène la bourgeoisie mondiale peut-elle se résoudre par l'obtention d'un passe-sanitaire ou par les vaccins biens communs, alors que cette pandémie est avant tout les conséquences de l'économie capitaliste mondialisée ? Devons-nous croire que notre avenir soit dans la réindustrialisation de la France, pays qui englué tous les 5 ans dans la recherche du sauveur.e suprême, où les « élites progressistes » ne jurent que par la grandeur de la France, alors que cette grandeur n'a été possible que par le sang et les larmes des peuples exploités et colonisés, mais aussi par l'exploitation du travail du monde ouvrier métropolitain ?

La colère toujours présente et non apaisée qui ne demande qu'à s'exprimer est canalisée par le saucissonnage de journées d'action sans lendemain et par des grèves corporatistes dirigées par les centrales syndicales, qui ne sont que de piètres réponses aux enjeux sociaux, écologiques et sociétaux qui se jouent actuellement. Le renoncement par cette « avant-garde » du prolétariat, de cette conscience de classe qui a fait les beaux jours du mouvement ouvrier n'est plus qu'un lointain souvenir. L'aumône a remplacé la lutte des classes, le slogan des années 1970, « Travailleurs français, immigrés, même combat ! » est remplacé par « Entreprises, employés, même combat ! ».

Une autre calamité s'est abattue sur la notion de lutte des classes, venue des universités américaines, plus connue sous le vocable d'« intersectionnalité » qui pour faire vite, remplace la lutte collective contre l'exploitation capitaliste par une lutte contre la domination des minorités, qui de fait peut-être interclassiste et qui s'intègre parfaitement à la conception individualiste, du tous contre tous, dont la bourgeoisie a besoin pour conserver sa position dominante. Cette abstraction qui au même titre que le réformisme des centrales syndicales n'amène pas à une émancipation du plus grand nombre, mais jette la confusion dans les esprits sur les moyens pour y parvenir.

Les peurs distillées dans la société par les tenants du pouvoir économique, qu'elles soient, sanitaire, sécuritaire, écologique, culturelle, sociale, en un mot les peurs diffuses, renforcent la notion dans la population que seuls est capable de les sauver les pouvoirs de l'Etat, un peu comme dans les siècles passés les pouvoirs de dieu et du roi.

Donc revenons aux fondamentaux, arrêtons-nous un instant et collectivement, redéfinissons le fonctionnement de nos sociétés, nuls ne peut vivre sans l'apport du collectif, élites et bourgeois plus que les autres ont besoin du travail du plus grand nombre pour exister, faisons pour que chacun, chacune est sa place dans nos sociétés et nous le répétons :

**SANS SOLIDARITE INTERNATIONALE,  
PAS DE REVOLUTION SOCIALE !**

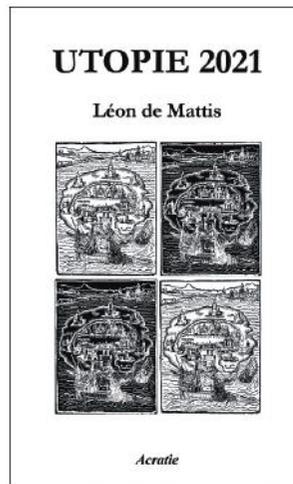
**OCL Moulins**

Dans ce dossier est fait un résumé des deux débats qui ont lieu, l'un à Poitiers, qui s'est appuyé sur trois livres indiqués ci-dessous. Et l'autre à Moulins lors de la commission journal de Courant Alternatif. Ces débats se sont déroulés dans le mois d'octobre.

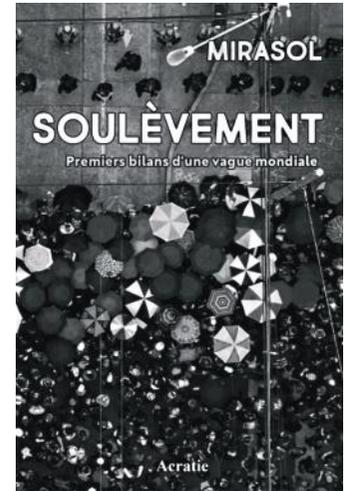
## A LIRE ET SURTOUT À DISCUTER



*Pour un anarchisme révolutionnaire – Mur par mur*



*Utopie 2021 – Léon de Mattis*



*Soulèvement - Mirasol*

Trois livres, sortis très récemment, dont on peut dire très succinctement et au-delà de certaines différences de trajectoires, que l'objectif premier est de remettre au goût du jour la REVOLUTION. Cette révolution qui avait hanté le monde pendant un siècle jusqu'au tournant des années 1970 et dont le projet avait été mis à mal par la lente diffusion du prêt à penser développé par le néo-conservateur Francis Fukuyama, affirmant que le capitalisme était la fin de l'histoire et le moins mauvais des mondes possibles.

Il est vrai que les tenants de cette doctrine ne manquaient pas d'arguments.

D'un côté des tentatives révolutionnaires écrasées dans le sang comme la Commune de Paris ou la Révolution espagnole en 1936, et de l'autre le rapide retour foudroyant au capitalisme et à l'installation d'une dictature, là où la révolution avait semblé pouvoir un temps triompher (URSS, Chine...), pouvaient calmer les ardeurs insurrectionnelles de prolétaires qui, malgré tout, n'avaient pas (et n'ont toujours pas) que leurs chaînes à perdre.

Seulement voilà, pas plus le capitalisme version néolibérale soft que le réformisme proposé dès avant la grande guerre par les socialistes n'ont fait preuve dans la réalité d'une

quelconque efficacité pour éradiquer la barbarie capitaliste. Deux guerres mondiales, la moitié de la planète « néocolonisée », partout des prolétaires sucées jusqu'à la moelle pour produire de la plus-value, un monde sans le moindre espace non marchandisé, nous offrant une planète devenue invivable. Quel joli « moins mauvais des mondes possibles » que nous offraient les contre-révolutionnaires !

En avançant dans le XXI<sup>e</sup> siècle « les révoltes à tonalité insurrectionnelles se multiplient et s'accompagnent de la résurgence d'un mouvement que le pouvoir pensait avoir vaincu : l'anarchisme » observent les auteurs de *Pour un anarchisme révolutionnaire* (PAR). Mirasol dans *Soulèvement* précise qu'il y a eu une première vague de soulèvement vers 2010 et qu'une deuxième se poursuit depuis 2018 : « Ce à quoi nous assistons c'est au réveil de notre classe. Des USA au Liban, à l'Algérie, au Chili, à Hong Kong la vague mondiale qui s'élance est synonyme d'expérimentation, de combats et d'avancées... Des millions de camarades sont engagés partout dans l'assaut contre l'ordre social capitaliste. » Léon de Mattis, quant à lui (*Utopie 2021*), nous rappelle que pour imaginer le lien entre ces luttes actuelles et la Révolution il ne faut

jamais oublier que « les insurrections contemporaines prennent place au sein de la lutte que se livrent les classes entre elles ».

Réaffirmer le caractère déterminant de la lutte des classes et de l'affrontement direct avec *tous* les Etats pour détruire le capitalisme, c'est renouer avec l'histoire des mouvements révolutionnaires et anarchistes qui en faisaient la « centralité théorique et pratique ». Or, PAR constate à ce propos que si les idées libertaires en général et anarchistes en particulier ont semblé renaître de leurs cendres c'est en partie parce qu'elles se sont vidées de cette centralité en devenant progressivement politiquement correctes et en se diluant dans toutes sortes d'idéologies inclusives à la société telle qu'elle est ; celle, post-soixante-huitarde, « invitant à se loger dans la désertion » ; celle que l'on peut qualifier de postmoderne dans laquelle « la lutte des classes [et l'exploitation] s'efface derrière les dominations conçues en matière d'identités de genres, de races ou de couleurs, de sexualités, d'espèces, d'âges, de choix alimentaires... ». Tout cela alimentant « l'illusion réformiste qui fait la part belle à la fragmentation identitaire du prolétariat ».

C'est par le biais de l'Utopie que De Mattis aborde la même question en critiquant les stratégies de transformation sociale qui veulent se développer dans « les interstices du monde capitaliste » en lieu et place d'une « stratégie de la rupture ». Il ne s'agit surtout pas d'assimiler l'utopie au développement d'un mode de vie alternatif constitués d'« espaces libérées ou de « brèches ». L'utopie n'est pas la somme de quelques pratiques alternatives : « considérée ainsi... c'est une forme pacifiée et détachée de toute lutte ». En effet l'utopie c'est d'abord un instrument de lutte « qui doit redevenir un outil d'émancipation réel » contre l'Etat pour un communisme qui ne peut pas être autre chose qu'une « pratique communiste qui s'étend.

Mirasol, quant lui, pose la question : « Sommes-nous un mouvement réel ou le simple véhicule d'une réforme de l'Etat ? » Il répond : « pour vaincre, notre mouvement se doit de quitter les rivages illusoire de la démocratie, sur laquelle se fonde le pouvoir de l'Etat, dont elle est la religion moderne. »

Si les trois livres défendent un anarchisme/Communisme/Socialisme (ou ce que vous voudrez) révolutionnaire qui vise à la destruction de l'Etat et du Capital, seul PAR avance l'hypothèse d'une nécessité de se libérer de l'« industriel ». Non seulement en réaffirmant que le communisme n'est pas inscrit inéluctablement dans le développement des forces productives mais en soute-

nant l'idée que l'industrie n'est qu'un système d'exploitation technologique. L'argumentation de Mur par mur ne manque pas de pertinence mais elle mérite quand même d'être interrogée et approfondie lors de futurs débats que ne manqueront pas de susciter ces trois livres.

En effet, se « libérer de l'industriel » ne saurait suggérer un retour au stade des chasseurs-cueilleurs ou à une des variantes du primitivisme mais de s'interroger sur la question de la relation entre technique, technologie, mode de production industriel et développement du capitalisme. Une question qui a été évacuée et contournée par l'ensemble des composantes du mouvement dit ouvrier depuis 150 ans qui se basaient sur un credo selon lequel les techniques seraient neutres et que tout dépendrait de la manière dont elles sont utilisées et mise en œuvre dans telle ou telle technologie, pour telle ou telle fin.

Or ce discours ne peut plus raisonnablement être tenu. Les techniques sont loin d'être neutres et certaines d'entre elles ne peuvent guère être utilisées dans d'autres directions qu'elles l'ont été. Certaines d'entre elles ? Toutes ? les technologies afférentes ? L'ensemble de la production et du monde industriel ? Il me semble que trancher de manière précise sur ces questions serait contradictoire au refus de se référer à des schémas d'utopies prédéterminées en dehors des mouvements que les trois ouvrages affirment.

En tous les cas la question doit être posée, et non de manière formelle, à tous les moments d'un processus de destruction du mode de production capitaliste, de la Révolution. Et si elle doit être tranchée ce ne devra pas être par des spécialistes ou une quelconque avant-garde éclairée

Dans les années 1980 nous affirmons que le danger nucléaire était tout autant « sanitaire » que social. Que cette technologie ne pouvait QUE produire du contrôle étatique, policier et militaire. Qu'elle ne pouvait en aucun cas être contrôlée par la base et que sa fonction première était de produire toujours plus d'électricité donc de profits.

Et d'ailleurs, comme le dit Mirasol : mon livre « contient plus de questions qu'il n'en résout ». Les autres auteurs ne doivent sans doute pas dire autre chose car ils insistent tous pour critiquer vertement les programmes et les propositions clés en main, comme le font les partis politiques, et pour affirmer c'est le mouvement lui-même qui devra trouver des solutions qui ne seront pas les mêmes d'un moment ou d'un lieu aux autres mais qui seront toujours un affrontement direct avec l'Etat, non pour la prise de pouvoir d'une classe mais pour la destruction des classes et des genres. Un mouvement qui devra rompre avec le fantasme de la période transitoire chère aux léninistes car le passage au communisme (fut-il libertaire) doit s'opérer conjointement à une critique/destruction du mode de production capitaliste (et industriel ?) sous peine d'une reproduction de la domination et de l'exploitation.

Trois livres à lire pour celles et ceux que l'idée de révolution titille et pour qui la lutte des classes n'est pas un vain mot. Il nous faudra y revenir et le plus collectivement possible.

JPD



# Cette pandémie du « post » qui a (presque ?) enterré l'idée de révolution

*Au fil des quatre dernières décennies, l'idée d'une révolution sociale s'est effacée de l'imaginaire collectif en France... y compris dans les milieux dits révolutionnaires : la « société postindustrielle » a accouché sur le plan des idées d'un « postmodernisme » qui a lui-même enfanté notamment le « postanarchisme » et le « postféminisme ». On tentera ici de chercher les raisons de ce phénomène, qui a eu de lourdes conséquences sur les projets d'émancipation sociale.*

1. La participation du PC au gouvernement de 1981 à 1984 lui a rogné les ailes, et la fin du régime soviétique en 1991 a accentué son déclin.
2. Dans *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme* (paru en 1992), le politologue américain Fukuyama a affirmé que l'arrêt de la guerre froide marquait sa victoire idéologique et celle de la « démocratie ».
3. Ou « village global », expression de Marshall McLuhan, théoricien de la communication canadien.

Les « événements de 68 » n'ont pas seulement été une révolte étudiante, comme veulent nous le faire croire les médias quand ils les commémorent : il y a eu alors en France une grève générale spontanée, avec pendant plusieurs semaines une occupation des usines qui a obligé patronat et syndicats à négocier les accords de Grenelle, le premier pour débloquer l'arrêt de l'économie nationale, les seconds pour garder un contrôle sur leur base.

Dix ans après, l'union de la gauche a permis l'accession au pouvoir de Mitterrand, et sous ses deux mandats (1981-1995) une social-démocratie néolibérale a servi – d'abord avec le PC puis avec la droite – la revanche de la bourgeoisie sur 68 en œuvrant activement aux restructurations économiques. Elle a promu non seulement la nouvelle « idéologie de l'entreprise » et le « consensus social », mais aussi, en période électorale, un front allant jusqu'à l'extrême gauche pour sauver la « démocratie » menacée par un Front national diabolisé.

## **Le communisme est périmé : vive... la crise !**

Dans les années 70, le mot « libertaire » (plutôt qu'anarchiste) était valorisé. De multiples mouvements spécifiques anti-autoritaires s'attaquaient aux fondements mêmes de la société, contestant le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme/impérialisme, le nucléaire, l'armée, la famille, le couple... Bref, on traquait le pouvoir partout, que ce soit dans la sphère privée ou publique, à la recherche d'une autonomie individuelle, MAIS sans perdre de vue la nécessité d'une action commune pour détruire le système d'exploitation et de domination.

Avec la fin des Trente Glorieuses (1946-1975), cependant, l'essor de l'automatisation et de l'informatisation a entraîné de gros changements dans les rapports de production des pays avancés sur le plan technologique, et l'économie s'est mondialisée, la consommation massifiée. En France, deux faits ont favorisé la quasi-disparition de la révolution comme projet politique et social, à partir des années 80 : la politique suivie par le gouvernement de gauche (vécue par une grande partie de son électorat traditionnel comme une « trahison ») et l'implosion de l'URSS. Ils ont en effet laissé sans repères ou modèle le monde ouvrier, et provoqué plus largement dans la société une profonde rupture idéologique.

La désindustrialisation de la France a été facilitée par l'inféodation des syndicats et du PC <sup>(1)</sup> au PS, et elle s'est traduite par le délitement des bastions industriels et l'éclatement de la classe ouvrière, avec les délocalisations et fermetures d'entreprises ou la disparition de métiers, tandis que se développait un secteur tertiaire composite aux emplois pour une bonne part sans protection sociale, dans le commerce, les

services aux entreprises et aux particuliers, la santé, l'action sociale, etc. Il en est résulté une précarité générale qui a perduré (essor du chômage, alternance de petits boulots et de périodes sans activité, reconversion professionnelle permanente et aléatoire...), des déséquilibres économiques croissants entre les régions – jusqu'à l'éveil récent d'une conflictualité de classe dans les plus en déshérence (voir l'article suivant).

La chute du mur de Berlin, en 1989, a augmenté le rapport de forces en faveur de la bourgeoisie : elle a asséné à l'échelle planétaire un formidable discours idéologique saluant le triomphe du « libéralisme » <sup>(2)</sup> sur le « communisme » et incitant au choix raisonnable d'une société sans conflits pour que chaque individu puisse se livrer au consumérisme. On nous a vanté le développement des moyens d'information, de communication et de transport grâce auquel nous avons la chance d'habiter dans un « village monde » <sup>(3)</sup> où marchandises et personnes circulaient librement – comme si n'importe qui était en mesure de prendre l'avion ou d'acheter n'importe quel produit ; et, dans le même temps, on nous a seriné que la « complexité » de cette nouvelle organisation économique internationale rendait dorénavant impossible tout projet alternatif au « libéralisme ». Il fallait éventuellement l'améliorer, mais surtout le défendre contre les méfaits dudit « capitalisme sauvage » – un ennemi désigné surtout pour créer de la cohésion sociale autour des pouvoirs en place.

En France, le gouvernement PS a mis en avant le concept de « classes moyennes » ainsi qu'un discours citoyen et politiquement correct axé sur le « sociétal », afin de masquer les trop visibles aspérités de classes dans la société et de faire oublier la question sociale. Il a de plus phagocyté



des structures associatives et des mouvements (en particulier par le biais de SOS Racisme et de Ni putes ni soumises) pour empêcher la contestation de l'ordre établi. De là un affaiblissement de la lutte de classe et de la solidarité au profit de réflexes égoïstes et d'un repli sur la famille. Le sentiment d'impuissance face à l'innovation technologique et aux projets de modernisation poursuivis par le patronat n'a produit depuis dans les entreprises que des réactions strictement défensives et soigneusement encadrées par les « partenaires sociaux ». Et il en est allé de même à chaque attaque contre des conquêtes sociales : Sécurité sociale, régimes (particuliers ou général) de retraite, assurance-chômage...

Sont en revanche apparus dans les comportements et les mœurs de multiples changements dont la littérature, le cinéma et une publicité naguère honnie portent témoignage : il ne s'agissait plus de changer sa vie avec celle des autres, mais de la changer sans s'occuper d'eux, sinon contre eux, en privilégiant la réussite sociale, l'esprit de concurrence, la promotion individuelle par tous les moyens <sup>(4)</sup> au travail comme à l'école - les « qualités » requises pour y parvenir étant la combativité, la ténacité, l'inventivité, et une totale disponibilité rendue possible par les progrès du numérique.



### Les divers canaux du discours dominant

Jusqu'aux années 80, la fierté de posséder un savoir-faire marchait frémement de pair, dans le monde ouvrier, avec une conscience de classe et le désir d'une société radicalement dif-

férente. La suppression de nombreux emplois, qualifiés ou non, dans l'industrie et la conviction qu'il n'y avait plus d'alternative à l'ordre établi ont éveillé une honte d'appartenir à la classe ouvrière, la peur de tomber dans un lumpenprolétariat en croissance exponentielle... et l'envie de s'en démarquer par une accession aux « classes moyennes » que faisaient miroiter les médias. La possibilité d'une ascension sociale - pour soi ou pour ses enfants - a ainsi illusionné une fraction du prolétariat.

Bien sûr, nombre de ces convertis ont déchanté depuis, puisque la reproduction sociale est restée très forte, quel que soit l'investissement mis dans le travail ou les études, et que le pudding des fameuses couches intermédiaires entre prolétariat et bourgeoisie s'est dégonflé avec la (re)prolétarianisation des dites « moyennes inférieures ».

Le mot « capitalisme », banni de la vie publique, a refait surface dès les années 90, et de nos jours une revendication anticapitaliste est assez couramment affirmée dans les mobilisations sociales. Cependant, son contenu demeure flou : son rapport intrinsèque à l'industrie est peu interrogé ; la domination de la technologie, que sa logique même entraîne, n'est pas remise en question. Le système économique qui régit la planète est souvent critiqué davantage pour le sacage de l'environnement que pour l'exploitation de la force de travail ; et l'origine sociale est souvent rangée parmi une foule de discriminations recensées avant tout pour que les « minorités » fassent entendre leur différence dans la société existante (la « race » ou le genre venant prioritairement en tête de classement, quand il y en a un). Car la contre-révolution idéologique à laquelle on a assisté <sup>(5)</sup> n'a pas été portée que par les « nouveaux philosophes » (d'anciens membres du PC qui s'étaient ralliés en 68 au maoïsme), par la « nouvelle droite » d'Alain de Benoist, par un Etat de droite ou de gauche désireux de maintenir sous son emprise chaque individu (potentielle victime à prendre en charge avec l'aide de « spécialistes »), ou encore par les sectes religieuses qui ont proliféré : le milieu enseignant en a aussi été le chantre, par son adhésion à des idées soit carrément conservatrices, soit tenues au contraire pour révolutionnaires mais relevant en fait de théories qui ne le sont pas.

Certes, en tant qu'institution du système patriarcal et capitaliste, l'école

a toujours comme fonction d'adapter la jeunesse à ses besoins. Les « hussards noirs de la République <sup>(6)</sup> » ont ainsi, en leur temps, forgé une nation à partir de territoires tels que la Bretagne ou la Corse, qui ont eu leur content de « morts pour la France » en 1914 alors même que leurs populations ne parlaient pas français. Cependant, dans la décennie 70, le marxisme et la psychanalyse avaient suffisamment le vent en poupe à l'Université pour que des méthodes aidant à élaborer une critique sociale y soient enseignées ; et les enfants que leur milieu social ne prédestinait pas à être mis au boulot dès la fin du collège avaient une chance d'appréhender, au moins au lycée, à exercer sur la société un regard quelque peu critique au contact d'enseignant-e-s usant de leur « liberté pédagogique ». Dans les décennies suivantes, à l'inverse, toute démarche globalisante a été rejetée par l'institution universitaire comme étant susceptible de conduire à un totalitarisme, et les analyses sociales ont été déclarées ringardes au profit d'analyses centrées sur un nombre infini d'identités particulières et fluctuantes et sur une libération personnelle plutôt que collective dans la société en place.

La « déconstruction » en tant que mode de pensée a aujourd'hui envahi toute la sphère de la vie quotidienne, en France comme ailleurs, par les canaux des médias et des réseaux sociaux, tandis que le capitalisme met sans cesse sur le marché de nouveaux produits destinés à satisfaire telle ou telle « minorité ». Le dernier ouvrage de l'historien Pierre Rosanvallon - passé par la CFDT, le PSU et le PS - est éclairant à ce titre. Dans *Les Epreuves de la vie - Comprendre autrement les Français*, il affirme en effet que les Français-es ne se déterminent plus en fonction de leurs intérêts « objectifs », à savoir leur situation économique, mais de leurs émotions. Selon lui, par exemple, les gilets jaunes ont éprouvé un ressenti identique et il en est ressorti une « communauté d'indignation » parce qu'ils ont partagé des expériences de mépris et d'injustices, des discriminations et des incertitudes face à l'avenir. De même, le tissu social de la France a été altéré par la « cascade du mépris » quotidiennement subie au travail, et par des normes ou des règles générales considérées comme déconnectées du réel et s'exerçant aux dépens des minorités, des femmes et des étrangers. Pour remédier à la désaffection envers la classe politique et envers

4. Le « salaire au mérite » mis en place par le Président Sarkozy dans la fonction publique en 2008 s'inscrit dans ce droit-fil.  
 5. Cette contre-révolution s'est accompagnée d'un retour de l'ordre moral, favorisé notamment par les campagnes sanitaires qui appelaient à la prudence dans les rapports sexuels, après l'irruption du sida en 1982.  
 6. Surnom donné aux instituteurs, chargés après la séparation des Eglises et de l'Etat en 1905 d'assurer l'instruction obligatoire, gratuite et laïque aux garçons et aux filles de 6 ans jusqu'à 11 ou 13 ans.

les élections qui en a découlé, Rosanvallon propose un « véritable projet d'émancipation » : que les gouvernants reconnaissent le rôle des émotions en politique, soient attentifs aux réalités vécues par la population, et promeuvent respect et dignité dans les politiques publiques.

la liberté c'est l'esclavage et la brutalité. » De même, dès la Révolution russe, ce sont pour partie ses militant-e-s qui ont dénoncé le régime soviétique comme étant non la « dictature du prolétariat » mais celle du Parti bolchevik – avant que ce régime ne soit étiqueté « capitalisme d'Etat ».

De nos jours, le communisme libertaire est très faible numériquement (7). Nos aspirations sont quasiment absentes de l'imaginaire commun ; et notre projet politique semble si peu crédible, même à nos yeux, que nous le proposons mollement, comme si nous étions convaincu-e-s de son caractère irréalisable. Nous avons presque délaissé des concepts qui nous servaient naguère de références – tels le fédéralisme, l'auto-organisation, la démocratie directe, l'autogestion ou l'action directe.

L'investissement militant des anarchistes n'a pas tellement changé, et dépend en général de leurs lieux d'activité et de leur positionnement par rapport au syndicalisme : une fraction intervient surtout dans le cadre de son travail en tant qu'adhérent à une section syndicale (sans forcément croire aux vertus révolutionnaires des syndicats), quand une autre fraction privilégie les luttes hors entreprise et dans lesquelles les syndicats n'impriment pas leur marque. Mais l'impact de l'actuel discours dominant sur les anarchistes, organisés ou non, et leur relative acceptation de la société existante transparaissent de deux façons :

- dans la conception de l'anarchisme comme étant un espace culturel, au lieu d'être un courant révolutionnaire, ou dans la mise au second plan de la question sociale pour se consacrer à telle ou telle catégorie d'opprimé-e-s ;
- dans une participation aux élections présidentielles assumée comme un moindre mal pour défendre la démocratie représentative contre la montée de l'extrême droite. Le piège de l'antifascisme tendu par Mitterrand fonctionne donc jusque chez les anarchistes, même si l'abstention grandissante du corps électoral traduit partiellement une lassitude de ce petit jeu.

On peut ajouter à un tel tableau la frilosité de militant-e-s anars (ou d'extrême gauche) à se confronter aux classes populaires, tandis que leurs préoccupations sociétales tendent à les rapprocher des classes supérieures. L'incompréhension qu'a suscitée chez

eux le mouvement des gilets jaunes, au moins à ses débuts, a fait soudain ressortir cette dérive.

En 1990, la revue *Noir et Rouge* (8) appelait déjà dans son dossier « Anarchy isn't dead » à une « refondation de l'anarchisme [par l'analyse des] mutations technologiques et sociologiques qui ont bouleversé le paysage social et politique », et elle listait :

- la disparition de la figure sociale centrale de la lutte des classes (la classe ouvrière au sens strict) et l'apparition de nouvelles catégories d'exclus et de laissés-pour-compte ;
- une progression de la division du travail à l'échelle nationale et internationale obligeant à repenser le contenu du fédéralisme ;
- la maîtrise sociale de la technologie comme enjeu de la lutte des classes.

La revue proposait aussi de se pencher sur les questions de l'utilité sociale et de la marchandise ; de se débarrasser des images traditionnelles de l'anarchisme (par exemple « l'hégémonie du syndicalisme qui devait pourvoir à tous les besoins, dans cette société et dans l'autre ») ; de réfléchir à la notion d'autogestion et de démocratie directe (« cette dernière pouvant aboutir à une forme de contrôle sur la vie personnelle qui ne serait qu'une variété nouvelle de la tyrannie »), et au moyen de concilier l'aspiration à une autonomie personnelle avec le maintien d'une solidarité.

Cette réflexion est toujours d'actualité, et il faut bien sûr l'élargir à des sujets aussi importants que notre rapport à la science et à la médecine, ou notre conception de l'industrie et du travail. C'est pourquoi nous la poursuivrons dans le prochain CA.

**Vanina**



### Une nécessaire refondation de l'anarchisme

Le formatage de la pensée par la propagande d'Etat, puis par les théories postmodernes, n'a malheureusement pas influé que sur les réformistes : les milieux révolutionnaires ont eux aussi évolué peu à peu dans leurs discours et pratiques.

Ce que les tenants du capitalisme ont voulu enterrer avec le bloc de l'Est, c'est non seulement le stalinisme, le léninisme, le marxisme ou encore le déterminisme, mais l'idée même d'une révolution sociale, aussi le courant « lutte de classe » de l'anarchisme a-t-il fait partie du lot envoyé aux oubliettes. Une ironie de l'Histoire, car ce sont des penseurs de ce courant qui ont pointé les premiers les possibles dérives du marxisme et rejeté le « matérialisme historique » – en particulier Bakouine, qui écrivait en 1871 dans *Fédéralisme, socialisme, antithéologisme* : « La liberté sans le socialisme, c'est le privilège et l'injustice, et le socialisme sans

7. L'anarchisme individualiste s'en sort mieux étant donné que, par sa focalisation sur l'individu, il est compatible avec le néolibéralisme.

8. Cette revue de réflexions libertaires réalisée à Paris a publié 33 numéros de 1986 à 1995.

# L'aménagement du territoire : un nouveau terrain pour la lutte de classe ?

*Alors que l'entreprise ne semble plus être le lieu de la conflictualité sociale et que l'essor du télétravail va sans doute accentuer ce phénomène, on a vu s'exprimer récemment le désir d'une autre société dans deux luttes en rapport avec l'aménagement du territoire : celle de la ZAD à Notre-Dame-des-Landes et celle des gilets jaunes. Leurs différences sont notables, mais les examiner ensemble peut aider à tirer quelques enseignements pour les batailles suivantes sur ce terrain.*

Au cours des quatre dernières décennies, les mobilisations n'ont pas manqué en France, notamment contre diverses réformes de l'éducation nationale et du régime des retraites. La plupart avaient pour caractéristiques d'être à l'initiative de syndicats, ou rapidement passées sous leur contrôle. Certaines des plus anciennes, qui mariaient grèves et manifestations, sont restées dans les mémoires du fait de leur ampleur et de leur longueur – par exemple les mouvements dans les facs et les lycées de 1986 et de 2006, ceux contre la réforme de la Sécurité sociale et des retraites (1995) ou des coordinations infirmières (1988). Des grèves ont également été importantes dans la métallurgie (1979) et la sidérurgie (1982), et des occupations d'usine ou d'Assedic (1997) ont eu lieu pour tenter d'empêcher des délocalisations ou des fermetures d'entreprise <sup>(1)</sup>.

Mais, depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la colère sociale s'est traduite bien davantage par des manifestations en série auxquelles appelaient les syndicats – pour s'opposer à la loi travail en 2016, ou à la réforme des retraites en 2019 – que par des grèves. Et d'autres mobilisations se sont déroulées, qui n'étaient pas liées à l'entreprise mais à l'organisation du territoire et qui ignoraient les « partenaires sociaux » : l'une contre le projet d'un aéroport international à Notre-Dame-des-Landes, dans laquelle une certaine jeunesse a cherché à concrétiser sur une partie de cette commune le projet d'une autre société <sup>(2)</sup> ; l'autre, portée par les gilets jaunes, où le mot « révolution » lui-même a ressurgi dans nombre de régions en déshérence.



## **Des luttes autonomes, populaires... et violemment réprimées**

Les projets d'infrastructures défigurant les paysages (routes, ponts, usines, éoliennes, etc.) sont aujourd'hui légion, et des actions de plus en plus fréquemment menées pour empêcher leur concrétisation – à l'instar des zadistes. Mais beaucoup d'autres changements dans notre environnement s'opèrent peu à peu sans que nous nous en rendions compte, et leurs répercussions sur nos vies ne nous sautent aux yeux que lorsqu'il est trop tard ou presque pour y remédier – le combat des gilets jaunes en est la preuve.

- Les zadistes et les gilets jaunes ont, chacun dans leur genre, marqué les esprits par leur degré de radicalité, leur détermination et leur inventivité – comme cette sacrée trouvaille du rond-point et du gilet jaune. Et leurs luttes sont restées suffisamment populaires (les sondages l'ont

montré) pour que l'Etat hésite par moments à les réprimer. Confronté aux gilets jaunes qui remettaient soudain la question sociale sur le devant de la scène, il a ainsi préféré accorder une « prime exceptionnelle de pouvoir d'achat » et laisser occuper les ronds-points pendant plusieurs semaines avant de donner pour consigne à ses troupes de casser les cabanes posées dessus et d'empêcher le blocage des carrefours. De même, les habitations des zadistes ont été détruites au prix de coûteuses interventions policières : il fallait que la ZAD disparaisse, ou au moins sa partie la plus visible.

- Une réelle solidarité s'est exprimée par rapport aux gilets jaunes dans les zones rurales, où ce vieux réflexe subsiste (on ne reste en général pas longtemps en panne de voiture sur le bas-côté sans obtenir de l'aide, on s'entend avec son voisinage pour un covoiturage des enfants...). Cette solidarité a peut-être été moins

1. Des églises ont également été investies par des sans-papiers, en particulier Saint-Bernard à Paris en 1996, et plusieurs d'entre eux y ont fait une grève de la faim ; et des théâtres ont été occupés, contre les menaces pesant sur le statut des intermittents en 2003, contre la fermeture des lieux culturels et la réforme de l'assurance-chômage en 2021.

2. Commencée en 1972, elle a pris de l'ampleur surtout à partir de 2001 avec la relance du projet par le gouvernement Jospin, le Camp climat (2009) et l'« opération César » (2012), jusqu'à l'abandon du projet d'aéroport par Macron en 2018.



évidente dans les zones péri-urbaines, où l'ancrage de la population est plus récent. Elle a en revanche été assez large concernant les zadistes parce qu'ils ont su « communiquer » – sur leur projet politique, mais aussi sur des thèmes tels que la sauvegarde d'espèces menacées et d'un paysage, le bocage. La ZAD a fait rêver ou débattre une partie de la population sur la possibilité d'une autre organisation sociale, d'un autre aménagement du territoire.

L'extrême gauche a manifesté quelque réticence à l'égard de ces deux mouvements, même si ses militant-e-s étaient souvent plus à l'aise dans les rassemblements à Notre-Dame-des-Landes que sur les ronds-points – un problème de culture, sinon de milieu social. Le slogan « Révolution » et les principes de démocratie directe adoptés par des gilets jaunes (notamment dans les AG des AG) les ont néanmoins attirés pour partie.

- La volonté d'autonomie qu'on trouvait dans les deux luttes, leur souci de ne pas se faire récupérer, a évidemment déplu aux syndicats et aux partis. Elle a suscité chez eux une méfiance, voire une hostilité, qui a par exemple empêché la fusion entre des Actes des gilets jaunes et des manifestants pour le climat.

- La répression a frappé zadistes et gilets jaunes avec une violence peu fréquente depuis des années en France : l'Etat a lâché ses forces de l'ordre, et elles ont tué et mutilé. La dynamique qui était recherchée avec

le mot d'ordre « ZAD partout » a, certes, été stoppée par des divisions internes à Notre-Dame-des-Landes quant à la conduite à tenir face au pouvoir (fallait-il accepter ou non de négocier avec lui en déposant des dossiers agricoles ?), qui ont eu des répercussions à Bure et ailleurs, mais la mort de Rémi Fraisse à Sivens a également eu un effet dissuasif. Pour finir, seule la ZAD de Notre-Dame-des-Landes a réellement fonctionné.

Les gilets jaunes ont sidéré l'ensemble de la société par leur violence prolétarienne<sup>(3)</sup> dans les Actes (les affrontements avec les forces de l'ordre, les barricades, l'attaque d'un ministère avec un engin de chantier...). La répression policière et judiciaire qui s'est abattue sur eux montre que la bourgeoisie a eu peur – d'autant plus qu'ils ont refusé jusqu'au bout de fournir des interlocuteurs au pouvoir malgré ses propositions de « discussion » : les leaders autoproclamés ont toujours été rejetés par le mouvement.

### **Une politisation et des aspirations diverses**

- La ZAD de Notre-Dame-des-Landes a beaucoup été le fait de jeunes en révolte contre la société existante, parmi lesquels on trouvait des surdiplômé-e-s venus par choix (et à même d'en réaliser un autre) comme des sans-diplômes davantage là par nécessité (afin de pouvoir subsister). Ce qui a rassemblé les zadistes était le combat à mener contre la construction de l'aéroport, mais surtout un refus de « son monde » –

le travail salarié, les institutions, l'organisation capitaliste. Il s'agissait de vivre autrement dans un petit espace où l'on prônait l'autosuffisance alimentaire et l'autoréduction, le prix libre, une agriculture alternative, un « habitat léger », et où on échappait dans une certaine mesure à l'Etat et à sa police.

Les gilets jaunes, de tous âges, ont été qualifiés par les médias d'abord de « petits patrons » puis de « classes moyennes inférieures » paupérisées, termes qui désignaient surtout des artisans avec ou sans employés, avant que ne soit reconnue la présence de prolétaires (souvent des chômeurs et précaires) dans leurs rangs. Ils ne se sont pas exclus volontairement de la société avec un projet alternatif comme les zadistes, et beaucoup d'entre eux ne remettaient en cause ni le patronat ni le capitalisme. Dans les zones rurales surtout, ils ont au contraire pété les plombs précisément parce qu'ils avaient l'impression d'être abandonnés à leur sort par les pouvoirs publics – avec la disparition des commerces et services publics ainsi qu'avec la hausse des dépenses en transport. Ils ne se sont ainsi pas tant indignés contre les effets de l'aménagement du territoire en général que contre leur difficulté grandissante à vivre dans leur milieu habituel. Dans les zones péri-urbaines, où on habite souvent par défaut (en l'absence des moyens financiers permettant d'être plus près de son travail) et où l'existence est rythmée par un mouvement pendulaire vers la ville, le sentiment d'être coincé dans un cadre de moins en moins appréciable a produit le même effet.

- Les gilets jaunes partageaient le désir d'une organisation à la base, non un quelconque programme politique, mais leur action commune a favorisé leur politisation, et un certain nombre d'entre eux s'y sont forgé une « conscience de classe ». Cependant, ceux qui ont parlé de révolution aspiraient-ils pour autant à une société communiste ou anarchiste, ou remettaient-ils en question le consumérisme ? Pas sûr : si le slogan « Révolution ! » a été abondamment repris au bout de quelques semaines, et médiatisé, le rythme du mouvement ne lui a guère laissé le temps de préciser son contenu. Ses références en matière de révolution étaient en tout cas surtout celles de 1789, et il visait davantage à améliorer

3. Les résistances à la suppression des emplois se traduisent parfois dans les luttes en entreprise par le recours à des méthodes radicales : séquestrations de patrons (Sony France en 2009), menace de jeter des produits toxiques dans la rivière voisine de l'entreprise (Cellatex en 2000) ou de la faire sauter avec des bouteilles de gaz (Nortel en 2009), saccage de bâtiments publics (Continental en 2009)...



La dégradation des conditions de vie et de travail dans les zones rurales et péri-urbaines s'est en effet poursuivie – sinon accélérée avec la pandémie. L'information selon laquelle des urbains délaissent aujourd'hui les métropoles pour la « province » est inexacte : ils s'installent dans les régions qui possèdent les infrastructures permettant de circuler aisément et offrant les services nécessaires à la vie quotidienne. Le problème soulevé par les gilets jaunes est donc toujours d'actualité. Des réoccupations de ronds-points et la réapparition de gilets à l'avant des voitures montrent qu'une colère sociale subsiste. La prime de 100 euros octroyée par Macron à plus de la moitié de la population ne suffira pas à l'apaiser car elle est ancienne et profonde : les promesses d'ascension sociale faites par les tenants du capitalisme n'ont pas été tenues, et le fossé entre classes supérieures et classes populaires ne cesse de s'élargir.

Lors du premier confinement lié à la pandémie, des médias – surtout de gauche – ont avancé l'idée que rien ne serait plus jamais comme avant : un « vrai » changement social était pour bientôt. On a au contraire constaté depuis en France à la fois une détérioration de la vie pour une majorité de la population et l'absence d'une réelle contestation. Certes, il y a eu de belles manifestations écologistes, féministes ou contre les violences policières, comme ailleurs dans le monde, et les rendez-vous hebdomadaires contre la loi « sécurité globale » ou contre le passe sanitaire ont duré plusieurs mois ; mais la tendance est à l'atonie – la « rentrée sociale » du 5 octobre, préparée de longue date, a été fort peu remarquable.

Par ailleurs, le rôle déjà très important de l'Etat dans le système capitaliste a été renforcé grâce au virus : il est ouvertement intervenu (aide aux entreprises, chômage partiel, etc.) comme l'acteur économique qu'il est au service de ce système, et non comme le « régulateur » neutre qu'il prétend être. L'état d'urgence et le passe sanitaire ont accru le contrôle social... et partout ont jailli des projets d'aménagement du territoire qui nuisent à la population, notamment en matière de santé et d'environnement. Les luttes contre ces projets, qu'ils concernent des mégabassines ou les installations de la 5G, naissent-elles aussi partout en réaction <sup>(4)</sup>.

Une mobilisation efficace implique cependant d'appréhender la politique des pouvoirs publics dans sa globalité, afin de bien voir que l'aménagement du territoire et le développement du numérique dans tous les secteurs de la société servent à accroître les profits capitalistes et à conforter l'ordre établi. Par exemple, les antennes de Pôle emploi ou de la CAF sont déplacées des centres-villes vers les zones industrielles à la fois pour faire des économies sur le prix des locaux et pour éviter leur invasion <sup>(5)</sup>, alors que le pointage en ligne a déjà rendu plus difficile l'action collective des personnes au chômage. Il s'agit donc de ne pas saucissonner nos réponses aux attaques sociales. La jonction entre les précaires et les corvéables-à-merci de l'industrie et des services demeure urgente – et, avec la dématérialisation galopante, il va sans doute falloir réinvestir les ronds-points mais aussi trouver d'autres moyens d'organiser la lutte de concert.

Vanina



rer le fonctionnement des institutions en place – en particulier par l'obtention du référendum d'initiative citoyenne (RIC), assez fréquemment revendiqué – qu'à bâtir une autre société. Les gilets jaunes se sont donc inscrits de fait dans la lutte de classe, par leurs Actes, mais sans l'avoir théorisé.

Une fraction au moins des zadistes était à l'inverse déjà politisée au départ, et dans une démarche d'autogestion de la lutte et d'auto-organisation de leur existence...

### Quelques pistes de réflexion pour l'avenir

La lutte de la ZAD et celle des gilets jaunes sont toutes deux devenues des symboles. Et on peut considérer l'une et l'autre à la fois comme une victoire et comme un échec, selon ce que l'on veut en retenir. La première a été victorieuse dans la mesure où le projet d'aéroport a été abandonné, et la seconde a échoué puisque la répression a arrêté sa dynamique. Mais la « normalisation » de la ZAD et l'arrêt de la dynamique « ZAD partout » ont relativisé le succès des zadistes (on ne peut de toute façon changer la société française à partir d'une simple enclave, d'autant que le système d'exploitation économique sévit à l'échelle internationale), tandis que nombre de gilets jaunes ont retiré de leur mouvement une réelle fierté, ils demeurent comme une partie de la population convaincus que leur combat est juste et n'ont peut-être pas dit leur dernier mot.

4. Au cours des siècles, c'est cet aménagement qui a entraîné de vastes mouvements de population, en assignant les classes populaires aux centres-villes parce que les usines y étaient construites, ou en les chassant pour que les classes possédantes s'y installent après leur rénovation.

5. En février 1997, des militants d'Agir ensemble contre le chômage ! et d'autres groupes antichômage ont occupé plusieurs jours les locaux de l'ANPE à Bordeaux, Perpignan et Paris pour réclamer entre autres la gratuité des transports et du téléphone pour les chômeurs.

# L'économie en brèves

## Pouvoir d'achat ?

Ces derniers temps, la hausse du prix de l'énergie (électricité, gaz, essence) a fait la une de l'actualité. Effectivement, pour beaucoup, il faut se serrer la ceinture pour se chauffer convenablement et faire le plein pour aller au boulot. Mais la suite des commentaires marque une certaine confusion. La question posée était que va faire Macron, diminuer le prix de l'essence ou augmenter les salaires. Euh... Certes l'essence est fortement taxée, mais les stations essence sont des entreprises privées de même que les compagnies pétrolières. En quoi le montant des taxes est-il plus scandaleux que les bénéfices de Total (4,6 milliards de dollars), Shell (3,4 milliards de dollars) ou BP (3,1 milliards de dollars) ? C'est eux qui fixent le prix de l'essence, pas Macron. Pour ce qui est des salaires, Macron n'a que deux possibilités. Un, augmenter les fonctionnaires. Il semblerait bien qu'il ne le veuille pas, pas plus que ses prédécesseurs. Deux, augmenter le SMIC. Il ne l'a augmenté que du minimum légal (proportionnel à l'indice d'inflation officiel), comme ses prédécesseurs d'ailleurs. La majorité des salariés relèvent du privé, et leur salaire du rapport de forces entre les classes. Et ça fait un petit moment qu'il n'est pas bon pour nous, le rapport de forces. Donc oui, le prix de l'énergie augmente, mais non, là n'est pas le problème, le problème c'est la faiblesse de nos salaires.

En fait, si on regarde l'inflation, il n'y en a pas tellement. Le dernier taux annoncé est une hausse générale des prix de 2,6% sur un an. C'est comme si quelqu'un qui gagnait 1500€ par mois perdait 39€ à la fin de l'année. On a connu bien pire dans les années 70-80. Par contre, d'après la DARES, le salaire moyen dans le privé (entreprises de plus de 10 salariés) a augmenté, lui, de seulement 1,5%. Là réside déjà une partie du problème. Notre salaire réel a baissé.

Une autre partie du problème réside dans ce que les statisticiens appellent dépenses contraintes ou dépenses pré-engagées. Nous avons «le choix» de nos dépenses, nous pouvons manger plus ou moins, et plus ou moins mauvais, nous habiller cher ou bon marché, avoir beaucoup ou peu de vêtements, sortir ou pas, en fonction de différents aléas. Mais il est des dépenses sur lesquelles nous ne pouvons pas grand-chose. Une fois qu'on a emménagé, on ne peut pas payer un peu moins de loyer pour sortir un peu plus, on a peu d'influence sur les charges de chauffage et d'électricité, une fois choisi son abonnement internet on ne peut pas le moduler, et on ne peut pas dépenser plus ou moins d'essence pour aller au boulot. Ce sont les dépenses contraintes. Elles amputent de plus de 35% le budget des populations modestes, non compris l'essence, le gaz et l'électricité. Donc, en fait, non seulement notre salaire réel baisse, mais pour beaucoup, nous ne disposons que de moins des deux tiers de ce salaire. Pour les 10% les plus pauvres, le logement à lui tout seul leur mange 42% de leurs revenus. Et globalement (mais pas cette année), le prix de ces dépenses a augmenté plus que la moyenne des prix. Donc, forcément, avec un salaire qui ne suit pas exactement l'inflation, et une part de ce salaire croissante dont on ne voit pas la couleur, on devient plus sensible à la hausse des prix des produits de notre quotidien. La masse de ce qui nous est prélevé augmente, et donc nous sommes plus sensibles à ce que nous dépensons par nous-mêmes.

Il faut ajouter que l'indice des prix est une moyenne basée sur un panier type de consommation dans lequel il y a du pain, des stylos, des frigos, des ordinateurs, des apéros, etc. le tout pondéré par des quantités (on achète du pain tous les jours, et un frigo assez rarement). Et donc bien sûr, quand le prix des billets d'avion baisse, ça diminue le taux d'infla-

tion, mais ça laisse indifférent la majorité de la population (30% des gens n'ont jamais pris l'avion de leur vie, et 34% l'ont pris au moins une fois dans l'année). En fait, il devrait y avoir autant d'indices d'inflation que de types de population. Et c'est d'ailleurs le cas, mais ils sont difficiles à trouver. D'après la dernière étude que j'ai lue, l'inflation est plus élevée pour les 20% les plus modestes que pour l'ensemble de la population, et ce quasiment depuis l'entrée en vigueur de l'euro, qui a surtout impacté les petits prix.

Si on résume. Oui, la vie est de plus en plus chère pour une bonne partie de la population, la moins riche. Non, on ne peut pas parler d'inflation. En revanche, on peut parler d'atonie des salaires. Et oui, quand la marge de manœuvre de consommation se restreint, l'augmentation du prix de l'énergie aggrave les choses, d'autant qu'une part de cette dépense est incompressible, ou en tous les cas pas choisie.

Quelle est la responsabilité du gouvernement ? Dans l'inflation (et donc aussi dans son absence), aucune depuis l'entrée en vigueur de l'euro. Sur le prix de l'énergie ? Pas énorme. Il n'est écrit dans aucune loi que c'est l'automobiliste qui doit payer les taxes. Les compagnies pétrolières pourraient rogner sur leurs bénéfices si elles voyaient que la consommation d'essence diminuait. Il y a bien une responsabilité de l'État, mais plus vaste : c'est celle de l'aménagement du territoire, de laisser libre cours à la spéculation immobilière, de ne pas trop forcer sur des transports en commun corrects et pas chers, ce qui nous oblige à prendre la bagnole pour aller au boulot. Sur les salaires, l'État a un levier d'action qu'il n'a pas utilisé depuis très très longtemps : donner un coup de pouce au SMIC, c'est-à-dire l'augmenter plus que l'obligation légale. Ça concerne 8,5% des salariés, mais 20% des ouvriers non qualifiés et 27% des employés non qualifiés. Et quand le SMIC augmente, souvent, les autres salaires aussi.

Beaucoup de conventions collectives font référence au SMIC, et surtout, les entreprises ont une passion pour la hiérarchie. Elles conservent donc souvent les différences de salaires. Je ne vous dis pas les cris d'orfraie que pousserait le patronat, et je n'imagine pas une seconde Macron prendre ce type de décision. D'autant que s'il voulait vraiment augmenter le pouvoir d'achat, il pourrait déjà augmenter les fonctionnaires (autres que les flics je veux dire).

Et les primes qu'il a annoncées ? Je suis incapable de vous faire le bilan. Je ne sais pas sur quoi se basent les chiffres des journaux. Ce qui est donné par l'État peut être calculé, mais à condition de savoir quel pourcentage des bénéficiaires le touchera réellement. Une partie des primes sont des effets d'annonce, parce que si elles ne sont pas inscrites dans la loi, les patrons ne sont pas obligés de les verser. Il s'agit en fait juste d'une version moderne du clientélisme en période électorale. Il achète des voix ou essaye. Ça n'est pas très neuf.

Il faudrait rappeler une dernière chose. La destruction de la planète, c'est pas des conneries. Macron ou pas Macron, le prix du pétrole va augmenter au fur et à mesure de l'épuisement des ressources, sauf si le gaz de schiste se généralise, ce qu'aucun de nous ne souhaite. Et il va falloir diminuer nos émissions de gaz à effet de serre. C'est possible avec une politique publique volontariste au bénéfice de tous, en terme de logements et d'infrastructures. Mais on ne voit pas le plus petit indice d'une quelconque volonté politique. Donc, ils feront la seule chose qu'ils savent faire, mettre des taxes pour décourager la consommation, et éventuellement en exempter les plus riches pour pas trop les embêter. Rappelons que les 10% les plus riches sont responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre sur la planète.

# VOTONS L'ABSTENTION !

*Dialoguons avec un républicain adepte de la votation citoyenne et pourfendeur de l'abstentionniste social.*

Un non-sens, en apparence seulement. Le « votons » selon certains serait une action politique et toujours selon les mêmes « l'abstention » serait une démission, voire une trahison.

Prenons comme préambule que le vote soit un acte politique et que l'abstention soit un acte social. De cet avant-propos ressort deux termes, le premier est « politique » (*gouverner la ville, un Etat, une nation*) et le second est « social » (*qui concerne la vie en société*).

Bon, maintenant prenons comme exemple l'élection présidentielle qui recouvre à la fois le politique et le social. Une femme ou un homme se propose de gouverner l'Etat/nation avec une incidence sur la vie en société. Pour la France, une trilogie est arborée sur tous les frontons des édifices publics « Liberté, Egalité, Fraternité », nous ne retiendrons que les deux premiers, car le troisième met de côté la moitié des personnes qui font la société.

Reliquats de la révolution de 1789 qui dans sa déclaration universelle des droits de l'homme et non pas de « l'Homme », en son article premier énonce le principe d'égalité et en son article second en définit 4, la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. Ce n'est que sous la II<sup>ème</sup> république de 1848 qu'apparaît la trilogie aujourd'hui connue. Revenons un instant sur « Fraternité » prétendument valeur morale en 1789, pour devenir en 1848, tolérance et respect de l'autre, l'autre n'étant que le frère sous-entendu l'homme ou bien encore le patriarche l'autorité dans la famille, petit Etat/nation.

Il suffit ! Diront certains, depuis 1965 le mari n'est plus le « chef de famille », mais nous leurs répondons que le patriarcat régit toujours la société. Mais là n'est pas le sujet.

Reprenons, la république a-t-elle abandonné l'idée de propriété pour la remplacer par l'égalité, et bien non ! Mais parce que ces deux termes sont contradictoires et que dans les faits, la propriété est un ennemi fa-

rouche de l'égalité. Nous prendrons comme exemple la propriété des moyens de productions qui ne permet pas l'égalité entre le détenteur et le producteur, le premier accapare une part du travail de l'autre. L'égalité vaudrait si les deux travaillant se partagent en part égale le revenu de leur labeur, nous devons lui adjoindre la liberté étant indissociable de l'égalité, car l'association doit être libre pour être égalitaire et nous pouvons aussi ajouter la solidarité, qui en ces temps de guerre du tous contre tous, aurait son utilité.

## Mort du mouvement social ?



**Société malade,  
Toujours pas vaccinée !**

De même pour la sûreté entendue, *comme étant la garantie dont dispose chaque être humain contre l'arbitraire (du pouvoir)*, là nous pouvons affirmer qu'elle n'est plus. Mais remplacer par la sécurité, qui est *l'état d'une situation ou d'une personne*, compatible avec l'individualisme capitaliste. Où la sûreté de chaque être humain était conciliable avec la liberté, l'égalité et la solidarité. La sécurité n'est assimilable qu'à la propriété privée, à l'entre soi, à la défiance, à l'inégalité, à la répression, à l'exploitation et à la soumission sociale.

Pour ce qui est de la résistance à l'oppression, nous pouvons dire qu'elle s'atténue quelque fois, mais

ne disparaît pas.

Bon, tout cela est bien joli, mais quel rapport avec le sujet de l'élection ? Nous y venons, voter acte politique pour gouverner un Etat/nation, la France en l'occurrence, avec incidence sur la vie en société. Quid de la liberté, de l'égalité et de la solidarité, si, si, nous y tenons, car ces principes revisitent la vie en société. Voter sans interroger quelle économie gère la vie de notre société ? Est-il possible qu'une femme ou un homme puisse gouverner sans l'aval des détenteurs, du capital, des moyens de productions et autres richesses de ce monde, en un mot la bourgeoisie ? Est-il possible qu'elle ou lui puisse s'opposer à la guerre sociale que mène la bourgeoisie contre le prolétariat ?

Nous pensons que non ! Êtres humains, nous sommes des personnes socialisées, non par choix, mais par nécessité. Nul ne peut vivre seul, toutes nécessités font appels à la collectivité. Plus encore celles et ceux qui exploitent notre travail pour leurs profits particuliers. C'est pour ces raisons que nous préconisons l'abstention sociale et militons pour que la gouvernance soit l'affaire de toutes et tous, dans la liberté, l'égalité et la solidarité. Nous revendiquons à la place de la gouvernance présidentielle, l'auto-organisation de tous les pans de la société, par la fédération d'êtres humains libres où chacune et chacun pourront participer à la vie de la société libertaire, égalitairement et solidairement.

« De chacun selon ses capacités !  
A chacun selon ses besoins ! »

**Un Moulinois**

# Un montluçonnais nous raconte

*Cet entretien répond à l'enchaînement de faits, qui mène à une répression dans nos vies et surtout à la paupérisation des plus précaires d'entre nous. Où la solidarité paraît absente face à l'arbitraire.*

**Le 2 septembre pour toi a été un jour particulier, peux-tu nous expliquer pourquoi ?**

Cette journée a commencé par une coupure d'électricité, en effet je devais me rendre au bureau de tabac (ouvert que le matin), mais suite à cette coupure de courant, mon réveil n'a pas tinté. Ce fut pour moi le début de mes ennuis.

Décalant en début d'après-midi mon déplacement au bureau de tabac, ce qui allait s'avérer catastrophique. Arrivée dans la ville, où se trouve un bureau de tabac ouvert toute la journée, deux motards de la gendarmerie me dévisagent soupçonneux, suite à mon écart pour éviter un véhicule faisant un peu n'importe quoi, un des motards me fit signe de me garer et l'autre de le rejoindre.

Suite à une interprétation non fondée, le gendarme m'ayant arrêté dit que mon écart lui étant suspect, pensant que mon acte étant dans l'intention de les éviter, procéda à une vérification de papiers, mais se prolongea avec un contrôle de substances illicites.

Ma salive me dénonça, car le test s'avéra positif. J'entamais la négociation, où j'appris que contrairement à l'alcool qui s'estompe, selon les individu.e.s, entre 6 à 8 heures après la dernière absorption, le cannabis lui était décelable de trois jours à plusieurs semaines selon la fréquence de son utilisation.

Puisque nous étions dans les confidences, je lui demandais si mon véhicule était dans le collimateur de la gendarmerie, car il me revenait en mémoire une anecdote qui s'était déroulée quelques semaines plus tôt, alors que j'allais pour m'occuper des chiens d'un copain, dans une ville non loin de chez moi, deux véhicules de la gendarmerie sont devant moi, l'un tourna à droite et l'autre gauche. Mon chemin étant sur la droite, je m'engage donc à droite, et surprise les gendarmes sont là, ils m'attendent, contrôle et soufflage dans le « ballon », le test est négatif, mais entre-temps, le second véhicule nous a rejoint. D'où mon interrogation auprès du motard, c'est alors que celui-ci, dit qu'il lui semble me connaître, qu'il m'a déjà vu, etc., faisant partie de la brigade de Montmarault, là je sens l'embrouille et coupe court à son investigation, et lui fait part que ce n'est pas réciproque.

**Que t'est-il arrivé par la suite ?**

J'ai été escorté, tel un président, à la gendarmerie du bled. Dans l'attente qu'une dépanneuse vienne transporter ma voiture à la fourrière, les gendarmes m'invitent à un entretien sur les raisons de mon interpellation. Après le départ de la dépanneuse, une deuxième invitation m'est faite pour une perquisition à mon domicile, je fais donc le voyage avec un de leurs véhicules, mais pas en tant que conducteur, pendant ce déplacement non choisi, les gendarmes chouinent sur la vétusté de leur matériel en l'occurrence leur véhicule, ah ! La misère des services publics quand tu nous tiens.

Arrivé à mon domicile, étant parti comme un voleur, je n'avais pas pris le soin de ranger mon matériel de forfaiture. Un petit gramme de substance illicite était en évidence sur la table basse du salon. Ayant trouvé ce qu'ils cherchaient, la perquisition s'arrêta là. Mais pas les tracasseries.

Les convocations s'enchaînèrent, toutes plus lointaines les unes que les autres. Car j'habite un village où les transports en commun, ne sont pas communs, la première boulangerie se situant à six kilomètres et pour ce qui est des services administratifs entre quinze et vingt kilomètres. Rappelez-vous, je n'ai plus de permis, le préfet de département dans une lettre pas très amicale, m'a fait part de sa décision de me sucrer mon permis de conduire pour une durée de quatre mois, ce qui va pas arranger ma recherche d'emplois, plus loin dans l'entretien vous en saurez un peu plus sur ce sujet.

Mais pour l'instant restons sur les démarches administratives et médicales qui ne vont pas manquées. Convocation à la gendarmerie où j'apprends de la bouche des pandores que la trace de ma garde à vue sur Paris lors d'un samedi festif avec les gilets jaunes est apparue dans leur fichier, alors que j'en suis sorti sans poursuite, j'en conclus que sur leur ordinateur, ils n'ont pas la touche supprime. Après sept jours, déplacement à la fourrière avec deux conducteurs.euses pour récupérer ma voiture, avec les premières dépenses, qui seront moins onéreuses que prévues, mais plus de 200 euros. Convocation auprès de la procureure, où là, il m'est indiqué que je n'ai pas le droit à un avocat pour m'assister

lors de mon passage devant le juge. Je vous passe le mépris de ce personnage. Dans la foulée, citation à comparaître au tribunal, où les frais, entre amende et frais de justice, s'élèveront à près de 600 euros, 591 euros pour être exact, la greffière me fait remarquer que si je paie avant un mois, je peux profiter d'une réduction de 20 %, quand je lui demande si cela fait partie du Black Friday, je vois bien que l'humour est éloigné de l'administration judiciaire. Le côté médical maintenant, une visite médicale est prévue 10 jours après le jugement, ah oui ! j'oubliais, lors de mon passage auprès des institutions judiciaires, que je pourrais bénéficier d'abattage, car convoqué à 13h00, la séance commencera 15 minutes plus tard, dans la salle nous sommes 13 personnes convoquées, j'en sortirais une demi-heure plus tard, donc en moins d'une heure 13 personnes se verront sanctionnées sans possibilité de se défendre, et cela se répétera tout au long de la journée. Une autre chose, les frais de justice entre conduite en état d'ébriété et conduite sous l'emprise de matières illicites ne sont pas de même valeurs, 31 euros dans le premier cas et 291 euros dans le second cas. J'en conclus que nous devons protéger nos vigneronnes, mais aussi participer au déficit du commerce extérieur.

**Et le médical ?**

Je dois amener avec moi tout un tas de paperasses, que l'on doit se procurer sur internet et pour certains en faire des photocopies, mais quid, pour celles et ceux qui n'ont ni ordinateur et/ou photocopieur, sachant qu'elles/ils n'ont plus de permis de conduire, mais bon elles/ils n'avaient pas à fauter. Par ailleurs, il m'est demandé d'amener 2 fois 25 euros en espèces, car le paiement par carte ou chèque bancaires ne sont pas acceptés et pour bien marquer notre différence, cette dépense n'est pas prise en charge par la sécurité sociale, mais il n'est pas dit, si les 50 euros déboursés seront déclarés auprès de la recette fiscale. Le jour J, ce n'est pas un spécialiste, mais deux qui sont présents, un actif et l'autre non, le butin sera donc partagé entre les deux professionnels. Il m'avait prévenu qu'il ne mettait pas permis d'arrivée en retard sous peine d'annulation de la consultation et sans doute du pécule. Cette consultation devant durer 10 minutes,

ben oui ! en tenant compte de l'abattage opéré lors du jugement, cela doit se poursuivre côté médical, pour la paperasse pouvant poser problèmes à certain.e.s, je compris que si je ne les avais pas, cela n'aurait pas vraiment entravé la bonne marche de la justice médicale.

## **Ton histoire ne s'arrête pas là, que t'est-il arrivé entre temps ?**

Courant du mois de septembre, je reçois une lettre de pôle emploi, pas celui de Montluçon, mais celui d'Andrézieux-Bouthéon près de Saint-Etienne à plus de 200 kilomètres. Cette missive m'indique que je dois sous quinzaine renvoyer les justificatifs de ma recherche d'emplois, sous peine d'une radiation et de la cessation de mes indemnités chômage et dans le cas où je serais bénéficiaire du RSA (Revenu Solidarité Active), mon dossier serait envoyé au président du conseil départemental en vue de la suspension de celui-ci.

C'est la première fois que je reçois ce genre de courrier, car je suis classé parmi les travailleurs précaires qui enquille, contrats CDD (Contrat à Durée Déterminée), missions d'intérim, contrats de réinsertion, etc. entrecoupés d'indemnisation chômage. Je suis en contacts répétés avec mon conseiller sur Montluçon, j'ai répondu à toutes les convocations et contacts proposés par pôle emploi.

Je réponds à ce courrier dans les temps impartis, en indiquant que je suis inscrit dans différentes sociétés d'intérim et que pendant la pandémie, les offres ne se sont pas bousculées dans le montluçonnais et alentours et de plus que je venais de perdre mon permis de conduire, habitant une localité sans moyens de transport et qu'une des intérimaires ayant appris cette perte de permis n'avait pas cru utile de poursuivre sa recherche de mission à mon encontre.

Avant la réception de la missive stéphanoise, je suis informé que je suis bénéficiaire de l'ASS (Allocation Solidarité Spécifique), pour six mois et dont le montant est 16.91 euros par jour, correspondant à un peu plus de 500 euros par mois.

Le 5 octobre, j'ai un rendez-vous téléphonique avec mon conseiller pôle emploi de Montluçon, où je lui fais part de la perte de mon permis. Comme c'est une personne que je connais depuis longtemps, et oui c'est l'avantage des petites villes, il compatit à mes tracas.

Mais, dans la première quinzaine d'octobre, je reçois une seconde lettre de pôle emploi de Saint-Etienne qui m'in-

forme de ma radiation de demandeur d'emploi et la suspension de mes indemnités pour une durée d'un mois, du 18 octobre au 18 novembre. Et boum ! Prend ça dans les dents.

## **Tout cela aurait-il à voir avec la toute jeune loi chômage qui prend effet au 1er octobre et la baisse du chômage au second trimestre 21 ! Mais te connaissant, tu as voulu en savoir un peu plus, sur quelle réponse donnée à cette situation ?**

Oui, j'ai fait des recherches sur les articles mentionnés dans la lettre de résiliation. Dans ces articles les causes nécessaires à ma radiation ne correspondaient pas à ma situation.

J'ai donc décidé de retéléphoner à l'agence stéphanoise, car entre la réception de la première lettre et la seconde je mettais entretenu, par téléphone, avec le signataire de la lettre qui n'était autre que le directeur de l'agence, à la fin de l'entretien je me doutais qu'il y avait anguille sous roche, pour le second appel le ton de la discussion est vite monté dans les octaves, la personne me disant dans un premier temps qu'il n'avait pas reçu mon courrier justificatif de recherche d'emploi, suite à mon insistance le fameux document est réapparu sur leur radar. Mais peine perdue, la distance faisait que la disette allait m'assaillir pour deux mois, puisque ma radiation avec coupage des vivres était à cheval sur deux mois et quand le chef à parler !

## **Côté institutionnel c'était râpé, mais côté « partenaires sociaux » et autres copains militants qu'elles réponses as-tu eu ?**

J'ai pu contacter mon conseiller, qui m'a dit qu'il ne pouvait rien faire, car l'agence stéphanoise était toute puissante en radiation, que c'était sa spécialité. Je lui demandais, s'il avait été contacté par cette agence, une des clauses nécessaires à la radiation, sa réponse fut négative.

J'ai contacté par réseaux sociaux interposés, les copains de Saint-Etienne pour préparer une intervention sur l'agence de leur cité. Après plusieurs contacts, téléphones et adresses données, dont celles de Paris. L'action était repoussée au calendrier grecque.

Je décidais de contacter, sur le montluçonnais les copains de la CNT-SO et la CGT où une de mes connaissances est le responsable des « chômeurs précaires » à la CGT. Premier appel, une secrétaire remplaçante, m'indique que je ne peux avoir personne car ils/elles sont tous en séminaire. Je lui demande le téléphone du responsable et là elle me dresse un ta-

bleau du camarade, comme quelqu'un de pas très fiable, sur qui il ne faut pas compter... La secrétaire me demande de rappeler la semaine suivante pour plus d'information. La CNT-SO montluçonnaise me répond en me donnant les coordonnées de CNT-SO de Poitiers qui pourront me fournir une lettre type d'opposition à la décision de radiation, lettre que j'enverrais mais après le délai de 10 jours autorisé, cette lettre deviendra de fait une lettre de demande gracieuse de surseoir à cette décision. Mais c'est toujours mieux que rien.

En début de semaine suivante, je rappelle le secrétariat de la CGT, ouf, la vraie secrétaire, Je raconte mon histoire pour la seconde fois et là surprise, toujours au sujet du camarade responsable, le discours enflammé, comme quoi, le camarade n'est pas fiable, vous vous rendez compte, il ne cherche pas de travail et patati et patata, des tirades sur les mérites du travail salarié et qu'il fallait que je trouve un job et si nécessaire en achetant une mobylette, voir y aller à vélo, elle est pas belle la vie, vue des instances des « partenaires sociaux ».

## **Et maintenant que peux-tu nous dire de ton futur proche ?**

Déjà régler quelques comptes avec le secrétaire départemental de la CGT, qui est par ailleurs une de mes connaissances par des actions communes dans certaines entreprises. Que je comprends beaucoup plus avec mes péripéties, le pourquoi nous en sommes encore là, bien que je n'avais pas beaucoup d'illusions sur les instances montluçonnaises. Qu'il va falloir revoir notre façon d'appréhender la situation sociale avec un retour aux racines, qui n'est autre que la lutte des classes et non pas l'aménagement de notre exploitation.

Pour ce qui est du travail, va se poser de la vaccination qui est demandé, étant obligatoire, sur les annonces que j'ai pu consulter. Sans être anti-vaccin, je suis anti-passe, je trouve anormal qu'il n'y pas de solidarité entre les travailleurs à ce sujet. Alors que des exemples nous sont donnés en Guadeloupe et ailleurs.

Depuis, j'ai pu me réinscrire à pôle emploi, affaire à suivre, car je récupère mon permis que début janvier 2022...

## **Propos recueillis par l'OCL Moulins**



## Répression contre les free-parties

Dans la nuit du 31 décembre 2020, une rave party à Lieuron, en Bretagne était venue clôturer une première année de pandémie et de restrictions sanitaires, avec plus de 2000 personnes. Des participants ont été verbalisés pour non-respect du confinement. Un jeune homme, suspecté d'en être l'organisateur, avait été placé en détention provisoire pendant trois semaines. Lors de la fête organisée six mois plus tard à Redon, les 18 et 19 juin 2021, les gendarmes ont gravement blessé des teufeurs, dont un a eu la main arrachée par une grenade. Déjà, en juin 2019 sur les quais de Loire à Nantes, l'intervention brutale de la police pour éteindre un *sound system* avait provoqué une panique. Steve Maia Caniço avait ensuite été retrouvé noyé. A noter que l'ex-préfet de Loire Atlantique vient d'être mis en examen pour cette intervention, pour homicide involontaire, aux côtés de son directeur de cabinet et du commissaire chargé des opérations. (à suivre)

Cette répression ne touche pas que les supposé-e-s organisateurs-trices et les participant-e-s mais aussi des associations qui informent sur les risques liés à la consommation de drogues, les risques auditifs, les risques liés à la sexualité dans les événements festifs. La lutte contre les risques liés aux consommations de drogues est d'ailleurs reconnue comme un outil important de santé par les pouvoirs publics depuis les années 1990. Elle est aujourd'hui encadrée par la loi santé de 2016. Mais en août 2021, l'association lyonnaise « Keep Smiling » a reçu un procès verbal de réquisition de la part de la gendarmerie de Saint-Marcelin en Isère. Ce PV demande à la présidente de l'association de « bien vouloir fournir toutes les informations » en sa possession concernant l'organisation récente d'une free party dans le département de l'Isère : c'est-à-dire « les noms prénoms, date et lieux de naissance, coordonnées téléphoniques et adresses des organisateurs ayant sollicité l'intervention de votre association sur l'événement. » C'est un appel très clair à la dénonciation ! Si la présidente ne s'exécute pas, l'association risque 3750 euros d'amende ! Ce chantage n'est pas lié à une gen-

darmerie qui ferait du zèle puisque. Le 9 septembre 2021, c'est au tour d'une autre association qui fait de la réduction des risques en événements festifs, « Techno + », de recevoir un PV similaire pour les mêmes raisons. Il émane cette fois du procureur de Nantes « demandant de donner les coordonnées des organisateurs d'une free party qui aurait eu lieu du 14 août au 15 août. »

Techno + et Keep Smiling ont décidé de communiquer au grand jour sur ces difficultés. « Nos deux associations, historiquement liées à la fête libre, sont subventionnées pour intervenir depuis 25 ans dans les fêtes techno alternatives, que l'évènement soit légal ou illégal. Nous permettons un accès à la santé et à l'information sur les risques liés aux pratiques festives, nous prenons en charge, si besoin, les personnes en difficultés. En nous demandant de briser cette confiance mutuelle, la justice balaye des années de travail et se met entre nous, associations de santé, et notre public, les fêtard.e.s. »

Source : Bastamag.net

## Les chasseurs en auxiliaires de police ?

Voici 1 an, la mort de Morgane Keane, 25 ans, abattu dans son jardin par un chasseur qui l'a confondu avec un sanglier a été à l'origine d'une pétition « Morts, violences et abus liés à la chasse : plus jamais ça » a recueilli plus de 100 000 signatures pour réclamer une régulation de la chasse. Les Morts et violences liées à la chasse ont continué. Début novembre, un automobiliste a été tué par une balle à sangliers tirée par un chasseur qui avait raté sa cible une première fois ! Le président de la fédération de chasse, Willy Schraen, après avoir dé-

claré que « le risque zéro n'existe pas, c'est comme ça » et que les accidents étaient beaucoup trop médiatisés, ne pouvait pas rester sans réagir ! Il a annoncé vouloir « proposer aux élus ruraux, lors du Congrès des maires, un "partenariat" afin de donner aux agents assermentés de sa Fédération des pouvoirs de police dans la forêt, pour lutter » contre la délinquance rurale et environnementale. » Les chasseurs, bras armés de Darmanin dans les prairies et forêts, il fallait y penser ! Les exploitants de la FNSEA ont obtenu le soutien d'une cellule Demeter de la gendarmerie, les chasseurs veulent leur propre fonction de police. « Nous avons des agents de développe-

ment. Ce sont des professionnels formés et assermentés intervenant déjà dans des communes qui en ont fait la demande pour la régulation d'espèces nuisibles », explique Willy Schraen. Selon lui, ces agents pourraient avoir « des missions plus larges » et « s'occuper des dépôts d'ordure illégaux, de la divagation d'animaux domestiques, de problèmes liés à la présence de véhicules motorisés dans la forêt... » Et de poursuivre : « Il s'agirait de dresser des procès-verbaux et de constater les flagrants délits. » Gare aux bavures !

Sources : sudouest.fr et le blog de Yves Guillaerault sur Médiapart

## Quelques nouvelles des violences de l'Etat français

Le site [desarmons-les@riseup.net](mailto:desarmons-les@riseup.net) recense depuis 4 ans les mutilations graves par les armes de police. Les armes incriminées sont le Flash Ball, le LBD 40 et les grenades de désencerclement sans oublier un cas de grenade lacrymogène. C'est ainsi que depuis 1999, l'Etat français a rendu borgnes au moins 66 personnes dont 29 en une année (2018-2019).

Mais il y a aussi des morts. C'est ainsi que Zineb Re-

douane, 80 ans, est morte le 2 décembre 2018 à l'hôpital, vingt-quatre heures après avoir été touchée de plein fouet par une grenade lacrymogène tirée par la police, tandis qu'elle fermait une fenêtre de son appartement dans le centre-ville de Marseille, où se déroulait une manifestation de gilets jaunes. Sa famille a dû se bagarrer pour qu'on retrouve l'auteur de ce tir. L'enquête administrative a été versée à l'information judiciaire, dépaycée à Lyon et toujours en cours. La justice n'a communiqué sur aucune éventuelle mise en examen jusqu'à présent. L'IGPN a été saisie et a estimé que le CRS avait bien réalisé un

tir réglementaire sans viser délibérément la victime, mais avait manqué à « l'obligation de discernement par une action manifestement inadaptée. » Le lance-grenades du CRS avait une portée de 100 mètres, tandis que l'immeuble de Zineb Redouane se situait à une trentaine de mètres...C'est ainsi que l'IGPN préconisait dans les conclusions de son enquête administrative un renvoi du tireur et du policier qui supervisait le CRS au moment du tir devant le conseil de discipline. C'était sans compter sur le fait que ces 2 pandores étaient bien notés ! Finalement, Le directeur général de la police nationale a décidé

de ne pas suivre l'avis de l'IGPN, ce qui signifie qu'il n'y aura dans cette affaire aucune sanction disciplinaire ! Rappelons qu'un rapport d'expertise remis en mai 2020 dans le cadre de l'information judiciaire avait conclu que le tir policier avait été effectué dans les règles – en cloche – et avait atteint la victime accidentellement. Mais une contre-enquête vidéo indépendante, publiée à la fin de 2020 par le média *Disclose*, avait conclu, au contraire, à un tir tendu, pratique interdite face à un immeuble d'habitation.

Source : Lemonde.fr



## Le salon Milipol du sécuritaire

Il a lieu tous les 2 ans en France. Cette année, il s'est déroulé du 19 au 22 octobre au parc d'expositions de Villepinte (93). Sous l'égide du ministère de l'Intérieur, et réservé aux professionnels de la sécurité. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Val de Marne, partenaire de l'événement, précise que celui-ci attire plus d'un millier d'exposants venus de 150 pays dont Israël, la Chine ou le Brésil, et accueille 30 000 clients potentiels accrédités, venus des secteurs privé et public. Le salon est inauguré par le Ministre de l'Intérieur. Les représentants des régimes des quatre coins du monde viennent y faire leur marché, tester et acquérir des armes pour perfectionner leur maintien de l'ordre. Dans ce type de salon, les pouvoirs politiques côtoient les industriels et

des consultants publics et privés de la sécurité. En 2018, le marché mondial de la sécurité affichait 7 % de croissance pour un chiffre d'affaires de 629 milliards de dollars, puis il y a eu la crise sanitaire. Après une baisse de 3% au niveau mondial en 2020 (Notons qu'en France le marché des drones de surveillance a progressé de 5,8% en 2020), ce marché est en train de rebondir, sa prévision de croissance est de 8% en 2021.

La traque des migrants aux frontières a été central dans ce salon. D'après un journaliste de reporter « Déjà déployés, en passe d'être expérimentés ou pas encore autorisés, les dispositifs de détection de migrants sont présentés aux quatre coins de l'immense salle d'exposition. Nichés entre deux stands de drones, les représentants de la société française HGH, spécialisée dans les systèmes électro-

optiques, sont ainsi très sollicités. La série de caméras thermiques Spynel, qui promet une « surveillance panoramique 360 degrés, jour et nuit, jusqu'à l'horizon » sur les frontières des pays intéressés, a du succès. À l'occasion du salon, l'entreprise vient de finaliser un contrat d'un million d'euros avec un pays de l'OTAN — dont elle tait le nom — pour sécuriser et surveiller sur près de 1 000 kilomètres de côte et empêcher les passages des migrants et des trafiquants de drogues. « C'est impossible d'échapper à la vigilance de cette caméra, et à l'inverse des drones, on ne peut pas brouiller son signal car elle n'émet aucune onde », se félicite le responsable marketing. « Si un groupe de personnes ou un zodiac s'approche de nuit d'un littoral dans la zone surveillée, l'intelligence artificielle détectera automatiquement le mouvement et une alerte sera envoyée aux forces

de sécurité », poursuit-il. De l'autre côté du salon, un groupe de gendarmes écoute attentivement les explications du représentant de l'entreprise néerlandaise UVI-Scan. Sur la brochure commerciale, une page est consacrée à un scanner capable de détecter les passagers clandestins sous les camions. Le visuel est explicite : accrochés sous un véhicule, deux migrants sont pris en flagrant délit. « Ce sont de vraies photos ! » assume le consultant technique. « C'est un système intégré à la chaussée qui détecte les intrus et prend automatiquement une photo à l'approche des postes frontières et des ferrys », explique-t-il. « Nous en avons déployés un peu partout en Europe, notamment à Dieppe en France. »

On arrête là ces horreurs de ce salon de criminels en costards.

Sources : Nantes révoltés et reporter.net

## La frénésie sécuritaire en vue des JO de 2024

En 2024, Paris organisera les Jeux Olympiques d'été, l'occasion pour le gouvernement français et les industriels de s'allier pour tester, déployer et normaliser leur arsenal de nouveaux dispositifs de surveillance : drones, reconnaissance faciale, analyses de comportements...

Les Jeux Olympiques sont depuis longtemps l'occasion d'une intensification des outils de surveillance de la population. Cela avait été le cas pour Pékin en 2008, avec un déploiement massif de caméras dans les rues et dans les transports en commun. Mais aussi à Rio de Janeiro où dès 2010, en préparation des JO de 2016, l'entreprise IBM profitait de cette occasion pour développer son « Centre de commande et de coordination. » Ce centre de commande visait à agglomérer les données de la municipalité, des collectivités, des transports publics, de la météo, etc., dans le but d'obtenir de l'information en temps réel et de construire des modèles prédictifs de gestion de la ville. Enfin, les JO de Tokyo 2020 — qui ont finalement eu lieu à l'été 2021 — se posi-

tionnent comme les Jeux Olympiques ayant employé le plus de gadgets technologiques (voitures autonomes, robots, etc.) et les premières utilisations de la reconnaissance faciale. Cette dernière était prévue pour filtrer l'accès à certains lieux (en scannant les visages des athlètes, des journalistes, etc.) à l'aide d'un système fourni par l'entreprise japonaise NEC et la française Atos. Plusieurs associations avaient ainsi dénoncé en juillet 2021, le danger de la surveillance biométrique déployée à Tokyo. Si à Tokyo la reconnaissance faciale a été mise en place sur un public fortement limité par la crise sanitaire, les JO de Paris 2024 seraient le premier grand événement à déployer ce type de dispositif sur des millions de visiteurs et visiteuses

Les grands événements sportifs sont des accélérateurs et transformateurs de la sécurité. Ils permettent de faire entrer dans le droit commun certaines technologies et pratiques jusqu'alors illégales, faisant ainsi sauter le verrou qui en bloquait la massification. La loi relative à la responsabilité pénale et la sécurité intérieure (appelée aussi la loi Drone 2) est à replacer dans le contexte des futurs Jeux Olympiques : le ministère de

l'Intérieur a déjà acheté 600 drones et il voudrait pouvoir les utiliser pour les Jeux Olympiques. En septembre dernier, Jean-Michel Mis, député de la majorité, a rendu au Premier ministre un rapport destiné à la légalisation de ces nouveaux dispositifs de surveillance poussant à l'adoption d'une loi facilitant la surveillance biométrique pour les Jeux.

Du côté des industriels de la sécurité, ils se sont regroupés dans un comité intitulé « GICAT » — « Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestre et aéroterrestre » —, un lobby de pression sur les pouvoirs publics visant à faciliter le déploiement de leurs dispositifs de surveillance. Son délégué, Gérard Lacroix a souligné que les JO seront un enjeu essentiel pour les entreprises françaises et qu'il compte bien faire comprendre aux parlementaires la nécessité de « faire évoluer certains textes » trop restrictifs...

Source : laquadrature.net

# Big Brother

# VERTEMENT ÉCOLO

## Plein la gibecière !

Le très réac Wauquiez a été élu en 2016 en Région AURA grâce à l'appui inconditionnel des chasseurs et de la FNSEA. Durant sa campagne il annonçait : « Si nous sommes élus, écrit-il, les choses seront claires, nous serons enfin attentifs à assurer un juste rééquilibrage des subventions qui ont trop profité ces dernières années à des écologistes dogmatiques. »<sup>(1)</sup>

Résultats : plus de 6 millions d'€ distribués entre 2016 et 2021 aux chasseurs et une mise à sec des financements des associations environnementales trop remuantes (principalement FNE, la LPO ayant l'échine beaucoup plus souple). Et, apothéose en 2018, le siège de la Région accueille le congrès national de la Fédération Nationale des Chasseurs(FNC).

Pour quels résultats ? « Au rayon "préservation de la biodiversité", les chasseurs ardéchois et drômois ont prospecté pour essayer de comprendre comment niche la bécasse des bois, plus connue pour fréquenter les plaines humides du massif central que les plateaux secs de l'Ardèche. »

Durant 6 ans les seules espèces étudiées ont été les espèces chassables : lapins, tétras-lyre, bartavelle, gelinotte... et sangliers. Avec une mention spéciale pour les colliers à 2500 € ht pièce équipant une douzaine de Suridés « pour comprendre quand et comment ces cochons sauvages traversaient les routes et les voies ferrées. » !!!???

Quand aux kilomètres de créations de haies dont les GROCCS<sup>(2)</sup> se vantent, elles sont implantées uniquement parce qu'elles servent de refuge à leur gibier entre deux saisons de chasse.

S'y ajoute une propagande éhontée dans les écoles sous couvert d'animations nature « sans prosélytisme » et gratuites (les associations de protection de la Nature, facturent, elles, leurs interventions) avec « des pistages d'animaux chassables ou une rencontre avec des chasseurs. » Afin de créer des vocations précoces ?

Mais l'essentiel du pognon a servi aux Fédés de chasse et elles seules : opérations de communication pour séduire la jeunesse, constructions de 400 miradors dans le Rhône pour « sécuriser » les chasses (souvent détruits par les anti-chasse), réfection de locaux flambants neufs avec installations de frigos et de salles de découpe aux normes sanitaires car « dans le cadre de

son programme "La Région a du goût", la collectivité veut voir naître une filière venaison ».

Bref le fric a ruisselé et continuera de ruisseler sur les parasites en orange et kaki. La ré-élection de Wauquiez a été pour eux un enjeu politique et idéologique : « Ça m'a vraiment enchanté que des associations comme la Frapna, arrosées pendant des années, ne reçoivent plus un centime. » déclarait Gérard Aubret, président de la Fédération Régionale des Chasseurs et colporteur de Wauquiez. Mais aussi, un enjeu financier énorme qu'il s'agissait de conserver « On sait très bien qu'on ne recevrait plus d'aides si elles [la candidate écolo et la socialiste] étaient élues. Donc on va soutenir Laurent Wauquiez ».

La situation en AURA n'est pas une anomalie car des Hauts-de-France, du Grand est en passant par la Nouvelle-Occitanie (à gauche) on retrouve avec les mêmes deals entre lobbys armés et politiciens.

## Sauvez Willy !

Pourtant l'inénarrable, inamovible et cubique Willy Schraen, président de la FNC (la plus stalinienne des associations (dixit son lobbyiste en chef, Thierry Coste) est à la peine.

Malgré toutes les gâteries financières, réglementaires et publicitaires dont les ont abreuvés départements Régions et État, la chasse n'est pas plus populaire.

Un automobiliste circulant sur l'autoroute près de Rennes est abattu par une balle à sanglier ? C'est la réprobation générale.

Dans la foulée des maires d'Ile-et-Vilaine osent demander « la mise en place de certificats médicaux pour les chasseurs, un meilleur encadrement de l'usage des carabines (dont la portée peut atteindre 2 km) ou la fixation de demi-journées sans chasse les samedis et dimanches après-midi.<sup>(3)</sup> ».

Scandale pour Willy qui fait feu de tout bois dans les sous-bois. Les accidents de chasse récents : une « "petite loi des séries"... "Le risque zéro n'existe pas, c'est comme ça"... ils sont très rares [les accidents]... surtout lorsque les victimes sont des "non chasseurs" »<sup>(4)</sup>.

Et la machine à enfumer se met en marche. La balle qui a tué l'automobiliste ? Willy « a exprimé sa surprise sur la trajectoire de la balle qui "a ricoché",

"traversé des haies" et "n'a pas été retrouvée". "J'espère juste que c'est bien la balle du chasseur". »

Quelques jours plus tard, l'orque de la FNC s'enfonce un peu plus dans les profondeurs sanglantes de sa passion. Le 10 novembre, peu avant la date anniversaire de la Grande Boucherie il se lâche sur RMC à propos de la chasse à l'enclos (qui consiste à flinguer à la journée des animaux élevés en captivité et parqués dans des enclos privés). Lui « et ses semblables n'avaient pas vocation à jouer "les petites mains de la régulation" de la biodiversité. "Moi mon métier c'est pas chasseur, j'en ai rien à foutre de réguler", a-t-il avoué, précisant prendre seulement "du plaisir dans l'acte de chasse" ».<sup>(5)</sup>

Ce rare moment de sincérité est à savourer longuement. Willy dézingue tout seul, toute la com' et le discours bidon des chasseurs qui seraient les « premiers des écologistes » et les meilleurs régulateurs de la biodiversité. On s'en doutait un peu, mais bon...

## La campagne a des yeux !

Faut dire que la situation est difficile pour la FNC. Le nombre de chasseurs ne cesse de baisser. Il est officiellement de 1,2 millions mais en réalité en dessous du million. Et, ils étaient 2,5 millions en 1975. Le nombre de morts dus aux accidents de chasse serait en baisse régulière grâce à leurs actions éducatives mais si on le rapporte au nombre de chasseurs actuels il reste très élevé.

Alors qu'est-ce qu'on peut faire pour continuer à ravager la nature, peser politiquement, ramasser la thune et rouler en 4x4 dans des campagnes qu'ils considèrent être leur chasse privée à l'échelle du pays ?

Se rendre indispensables. À qui ? aux forces de répression de l'ÉTAT. Comme LES FLICS, ILS PORTENT DES ARMES, COMME LES FLICS ILS ONT L'HABITUDE D'OBÉIR, Comme LES FLICS ILS SONT PARANOS, SUSPICIEUX ET MAL AIMÉS... Comme les flics ils ont une mission sacrée : défendre la propriété privée et les lois de la République sur le droit de chasse.

Le lancement des « Chasseurs vigilants » dans l'Oise en mars 2017 (convention entre les chasseurs, la Préfecture et la gendarmerie) a déjà été traité dans C.A. En 2019, ce « réseau d'informateurs... a fait ses preuves puisque la gendarmerie entend "faire

perdre le dispositif" dans les années à venir. »<sup>(6)</sup>

« Les dispositifs de vigilance sont une volonté de la gendarmerie, en plus de la participation citoyenne, explique le capitaine. La gendarmerie du département vient d'ailleurs de lancer le dispositif des randonneurs vigilants. »<sup>(7)</sup> chargés sans armes, du même travail de délation et de flicage rural que les GROCCS. Car ils sont « moins clivant et permettent d'élargir le dispositif », en allant « ... dans des zones où les chasseurs ne vont pas ».

Pour la dernière idée citoyenne de l'insubmersible Willy il vous faudra lire la rubrique « Big Brother ». Ça décoiffe.

Entre la cellule Demeter, les voisins, chasseurs et randonneurs vigilants, nous assistons à une mise en réseau volontaire et « citoyenne » d'institutions étatiques et associatives, au service du flicage, de la dénonciation et de la répression dans la ruralité. Vous reprenez bien un p'tit coup de rouge cuvée « Continuum de sécurité globale » ?

## Juste en passant

Plus de 30 % des féminicides commis entre 2011 et 2018 l'ont été par des armes à feu. Comme il est beaucoup plus facile de se procurer une arme de chasse qu'une arme de guerre (il suffit d'un permis de chasse à jour et d'une pièce d'identité) on peut vicieusement penser que la suppression de la chasse et des armes correspondantes permettrait de faire baisser les statistiques des féminicides.

## Freux et Eugene the Jeep

1. À quoi ont bien pu servir les 6 millions d'euros distribués par Laurent Wauquiez aux chasseurs ? Blandine Flipo. Mediascités. 20/04/2021
2. GROs Cons de Chasseurs
3. Chasse : après la mort d'un automobiliste, des maires bretons dénoncent l'inaction des autorités. Sud Ouest. 14/11/2021
4. Chasse : "Loi des séries", "le risque zéro n'existe pas"... les propos chocs de Willy Schraen le patron des chasseurs après l'accident près de Rennes. La Dépêche. 01/11/2021
5. Willy Schraen n'en a "rien à foutre" de réguler avec la chasse (et provoque un tollé). Huffpost. 10/11/2021
6. Dans l'Oise, le dispositif des chasseurs vigilants donne satisfaction. Laure Besnier. Actu Oise. 18/12/19
7. Après les chasseurs, les randonneurs vigilants arrivent dans l'Oise. Benjamin Merieau. Courrier picard. 01/02/2019

# GESTION VERTE

## POUR PETITS BOURGEOIS ECLAIRES

*Si, comme on l'entend souvent dire, avoir été maire d'une grande ville est un atout important pour postuler à un destin national en ce que cet exercice confère à l'impétrant à la magistrature suprême une expérience importante qui lui servira de boussole et de modèle, alors il n'est pas inutile de faire un tour dans la gestion municipale des nouveaux élus Vert de quelques cités d'importance pour avoir une idée de la sauce à laquelle nous allons être mangés si, par inadvertance, l'une ou l'un d'entre eux était élu au sommet de l'Etat.*

Dans un document intitulé « Nos villes en vert, nos villes ensemble » datant de février 2020 EELV traçait les grandes lignes d'une gestion écolo des communes conquises : impulser la transition écologique par le bas (les Communes, selon eux, seraient responsables de la moitié des émissions de gaz à effet de serre \*) et « Réaménager nos territoires pour sauver le climat et vivre mieux maintenant ». Rendre les villes accueillantes avec de nouveaux espaces verts, végétalisation des toits, et valorisation des déchets traçaient les lignes un peu concrètes de la gestion à venir. A ses yeux même c'était un peu court et surtout cela ne pouvait avoir d'effet qu'à moyen et long terme, un arbre ne poussant pas en un jour et les toits plats n'étant pas la caractéristique de villes comme Bordeaux, Poitiers ou Strasbourg.... Il ne restait plus alors à nos édiles qu'à marquer les esprits par des mesures dérisoires mais symbolique dès les premiers jours de la mandature : pas d'arbre de Noël à Bordeaux, baisse du tiers de son indemnité par Léonore Moncond'huy à Poitiers. A Tours, un jardin public est rebaptisé « Fritz », en hommage à l'éléphant d'un cirque pris de panique et abattu dans les rues de la ville au siècle dernier. Un tour de France jugé machiste et polluant par Doucet le maire de Lyon (mais finalement bien accueilli). En somme, faire le buzz en créant des polémiques d'un très bas niveau et surtout ne touchant pas l'essentiel, la question sociale et la gentrification des villes.

### **Parlons du « social ».**

Les Verts sont de gauche c'est bien connu. Autrement dit le « social », même s'il a tendance à se cacher à

l'ombre du CO2 et d'une piste cyclable, est quand même parfois évoqué. Mais le plus souvent en revendiquant de manière très peu précise un « plus d'égalité ».

Alors comment s'entraînent nos néo-élus pour faire mieux qu'un vulgaire social-démocrate productiviste ?

A Grenoble le « radical » Eric Piolle est un adepte du « contrat horaire » pour tout le personnel non statutaire qui travaille dans les écoles. Cela signifie que les emplois du temps sont fonction des besoins décidés par la mairie. Impossible de savoir combien d'heures seront travaillées et à quel moment ni, en conséquence, quel sera le salaire. Une sorte d'« uberisation » du travail social que Piolle, par ailleurs, dénonce lorsqu'il s'agit de livrer des pizzas.

A Poitiers le socialiste Alain Claeys s'était employé, lors de la mandature précédente, à « rationaliser » la gestion des employés municipaux en prenant des mesures allant dans le sens d'une dégradation des conditions de travail. Des naïfs auraient pu penser que quelques-unes de ces mesures auraient été supprimées, pour permettre le déblocage de titularisations, des embauches et le paiement d'heures supplémentaire destinées à améliorer les services municipaux. Il n'en a, bien sûr, rien été. Au contraire, la nouvelle maire EELV, Léonore Moncond'huy s'est mise dans la tête de réorganiser une nouvelle fois les services de la ville pour « prendre en compte des orientations politiques nouvelles » en lien avec les « nouveaux enjeux de société ». Pour l'instant ce qui se cache derrière cette langue de bois ce sont des



mutations internes, des changements de poste, et des décisions autoritaires prises sans discussion avec les intéressés. La situation est plutôt tendue entre les salariés et la nouvelle municipalité « de gauche ».

De toutes les façons la nouvelle maire a été dès la présentation de son premier budget, claire : « C'est le budget de l'équipe précédente, à part quelques modifications... ». Cette volonté de ne marquer aucune rupture avec la gouvernance précédente est aussi la caractéristique des nouvelles équipes à Strasbourg et à Besançon.

### **Une rupture qui est celle du langage**

Les mesures emblématiques prises portent essentiellement sur des sujets sociétaux ou sur l'écologie, pas grand-chose sur l'égalité sociale : actions de végétalisation du centre-ville (un peu partout), lutte contre la chaleur dans les écoles et les gymnases (Besançon) et surtout de la rupture dans l'intitulé des délégations : « circuits courts », « condition animale » ; « ville résiliente et inclusive », « égalité des genres » ou « tranquillité publique » à la place de « sécurité ». Qu'en termes charmants ces choses-là sont dites. Bref en plein dans l'euphémisme et la novlangue. Pour s'illusionner sur un changement on change les mots. C'est d'ailleurs une caractéristique malheureusement souvent présente dans les « nouveaux mouvements » de penser que changer de signe, de mots, suffisent à changer le fond, le rapport social.

\* Une affirmation particulièrement floue. S'agit-il des communes entendues comme entité géographique, et dans ce cas l'ensemble du territoire hexagonal est couvert et donc la quasi-totalité de l'émission de gaz à effet de serre en provient. Ou simplement de la commune entendue comme entité administrative et dans cet autre cas peu de choses dépendent de ses décisions (l'isolation des bâtiments administratifs...)

## Sous l'obsession vélocipédique...

Piolle met en place en 2017 les autoroutes à vélo quadrillant la ville aux quatre points cardinaux. Le concept est repris par Anne Hidalgo qui aménage pendant le confinement des pistes cyclables à Paris, puis par Jeanne Berseghian (EELV) à Strasbourg et par Emmanuel Denis à Tours. Parallèlement des mesures étés prises dans ces villes pour limiter la circulation des voitures dans les centres-villes.

Certes la pollution s'est réduite dans les zones à circulation restreinte, mais elle a été constaté pour le moins stable dans les zones périphériques où le trafic, lui, s'est considérablement densifié, comme à Grenoble. Résultat, une gestion verte qui ne fait que confirmer les grandes tendances des politiques urbaines : continuer à chasser les pauvres du centre-ville et rendre la vie plus cool et respirable à ceux qui peuvent se payer un centre historique attractif et végétalisé. Mais, rassurez-vous, ce qui inquiète le plus nos Verts ce n'est pas tant la gentrification des centres que les mesures antipollution conforte, mais la grogne des petits commerçants que les restrictions de circulation irrite. Et comme on ne gère pas une ville en rognant le pouvoir de la « boutique » des mesures de compensation ont été prises qui ont nom « revitalisation des centres-villes ». A Poitiers, parmi les aides... aux entreprises (!) figure l'exonération des droits de terrasses et créa-

tion d'une plateforme numérique qui recense tous les commerces, histoire de renforcer encore la prégnance de ces commerçants de centre-ville touristique et bobo qui, bien sûr, appuient les mesures anti-mendicité et sécuritaire.

A ce propos, dans une profession de foi publiée en mars dernier (<https://www.eelv.fr/securite-ecologie-municipale/>) des candidats écologistes affirmaient vouloir rejeter la « militarisation des polices municipale »... tout en disant ne pas vouloir la désarmer « du jour au lendemain » en misant sur une approche préventive de la sécurité (à noter quand même que, malgré l'extrême prudence du texte, parmi les têtes de gondole élues, seul Grégory Doucet, le futur maire de Lyon avait signé ce texte. Pas trace de celles et ceux de Strasbourg, Bordeaux, Poitiers ou Grenoble).

### ... Une politique de classe

Le cas d'Eric Piolle est intéressant en ce qu'il s'agit d'une seconde mandature. Il est donc possible d'entrevoir qui a pensé quoi de ces 6 années de pouvoir municipal. Moins bien élu qu'en 2014 \*\*, on s'aperçoit qu'en 2020 ses meilleurs scores l'ont été dans les quartiers les plus favorisés, ses scores les plus bas dans les quartiers populaires où l'abstention de près de 80 % était plus forte qu'au paravant ! On lit clairement dans ces résultats un abandon du vote populaire vis-à-vis d'une politique qui privilégie les actifs au capital financier et culturel élevé \*\*.

Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on connaît les domaines d'activité des nouveaux maires : Piolle (Grenoble) est ingénieur génie industriel chez Hewlett-Packard \*\* ; Doucet (Lyon), cadre de Handicap international, Hurmic (Bordeaux), avocat ; Barseghian (Strasbourg) : éco-conseillère, spécialiste du droit de l'environnement ; Anne Vignot (Besançon), ingénieur de recherche ; Emmanuel Denis (Tours), ingénieur en génie industriel ; Léonore Moncond'huy (Poitiers), diplômée en action publique et en coopération internationale à Science Po Paris, est chef de projets éducatifs pour l'association Cayambe (société de conseil stratégique, d'ingénierie-conseil et d'appui opérationnel, le groupe Cayambe développe son activité auprès d'entreprises, de gouvernements et d'organisations internationales. Secteurs d'intervention : les mines, l'oil & gas, les énergies... et le développement humain). Bref de ces nouvelles professions dont le Capital raffole, des ingénieurs colorés d'humanitaires... pouvant ratisser d'ex-contestataires tout en étant énergie nucléaire compatibles.

Nous aurons l'occasion, dans les prochains numéros de CA de revenir sur le « miracle » qui est en train de s'opérer sous nos yeux transformant un nucléaire sale et dangereux en une énergie propre et inoffensive, avec la bénédiction de nos révérends pères et maires écolos.

JPD

\*\* voir dans ce numéro « Le Capital se brosse dans le sens du Piolle ».

## A Grenoble, le capital se brosse dans le sens du Piolle

***Autour du livre Le vide à moitié Vert, la gauche rouge-verte au pouvoir : le cas de Grenoble - éditions Le monde à l'envers - Grenoble 2021, 205 pages.***

Il ne s'agit pas de cracher dans la soupe : ce n'est pas le genre du *Postillon*, journal d'informations critique de Grenoble et sa cuvette, qui depuis 2009 empêche politiciens, technophiles, bétonneurs et profiteurs de tous poils d'orchestrer *entre-soi* le saccage de l'Isère, au nom du développement durable, de la croissance verte, et des nouvelles technologies.

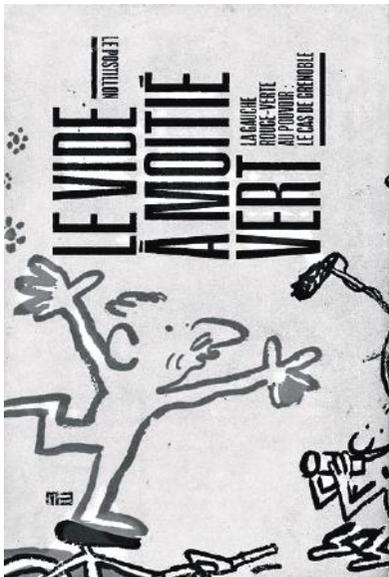
C'est à partir des enquêtes publiées depuis la conquête en 2014 de

la première municipalité de plus de 100.000 habitants par une équipe rouge-verte <sup>(1)</sup> que Vincent Perey, l'un de ses principaux rédacteurs, entreprend de dresser le bilan du municipale d'Eric Piolle. Exercice d'autant plus salvateur que Piolle est devenu au niveau hexagonal le symbole d'une alternative écologique et sociale crédible, adulée par les médias nationaux de la « gauche » culturelle comme sociale. Il faut dire que sa stratégie fut consacrée par

une réélection aux municipales de 2020, ainsi que par un essaimage de sa « culture du pouvoir » dans d'autres grandes villes.<sup>(2)</sup> Au point que l'édile des Alpes ait pu se croire appeler à un destin national via la primaire écologiste à laquelle il a terminé quatrième <sup>(3)</sup>

Ce livre entremêle 3 niveaux d'analyse critique tout au long de ses 12 chapitres :

1. EELV, l'Association démocratie écologie solidarité, le Front de gauche (Parti de gauche - Gauche anticapitaliste - Les alternatifs) Ensemble, Nouvelle, collectif Réseaux citoyen 38  
2. Aux municipales de juin 2020 Lyon, Marseille, Bordeaux, Poitiers, Tours, Strasbourg, Annecy, Besançon sont autant de conquêtes vertes matinées de plus ou moins de rouge  
3. Avec 22,38% des suffrages (23767 voix)... derrière la candidate dite « de la décroissance » !



gestion des nouveaux panneaux numériques tellement plus sobre et tendance ; Développement d'éco-quartiers *accessible et sécuritaire* (Bouygues ABC – *Autonomous Building for citizenen*) et multiplication des centres commerciaux (Kelpierre) pour le plus grands profits des multinationales du béton et la spéculation immobilière ; Déboulonnage de la régie locale d'électricité au profit d'un consortium Bouygue-Vinci ; Course aux *labels verts* comme celui de *Zone à faibles émissions* ou zone de circulation restreintes qui excluent les pauvres et leurs voitures pourries mais attirent les cadre à SUV (sport utility vehicles), qu'ils pourront à l'occasion délaissier pour le *Métro-cable* investissement phare de la prochaine « capitale verte de l'Europe » en 2022.

La liste est longue des reniements des 120 engagements du programme municipal initial, annonçant un *bouclier écologique* et social mettant *l'humain au cœur de l'économie*. Elle est solidement étayée par un travail d'enquête minutieux au point que même Reporterre, fervent promoteur du piollisme, a reconnu une « autopisie féroce du mandat d'Eric Piolle (...) un homme politique qui n'a bien entendu pas réussi à tenir toutes ses promesses ni à être à la hauteur des espoirs placés en lui. » Ce qui a déclenché une réplique du fan club « Les jeunes pour Piolle » défendant le bilan de leur maire sur le site du *Quotidien de l'écologie* pour appuyer sa candidature à la primaire verte :

« En tant que témoins de son action municipale, nous sommes convaincus par le bilan d'Eric Piolle, que nous jugeons bien différemment de ce qui est affirmé dans le livre *Le Vide à moitié vert* (...) À notre échelle, nous avons pu voir fleurir plus d'une centaine de jardins partagés dans lesquels chacun-e peut apprendre à cultiver, nous avons vu la ville se parer d'immenses et superbes fresques que tout le monde peut apprécier (...) ou encore la gratuité des bibliothèques où nous pouvons venir étudier et emprunter des livres quand celles des facultés sont trop pleines. Nous avons vu se développer plus de 40 km de pistes cyclables sur lesquelles il est possible de se déplacer sans crainte quand bien souvent nous n'avons pas les moyens d'avoir une voiture (...) Nous avons vu le prix des transports en commun être divisé par deux pour atteindre 15 euros

par mois pour les jeunes, (...) Nous avons pu enfin nous exprimer, et parfois même proposer des projets, grâce à la mise en place des budgets participatifs. Ils ont aussi permis de transformer la ville avec par exemple la création d'une laverie solidaire ou d'une magnifique structure pour enfants en forme de dragonne géante. (...) Éric Piolle est aujourd'hui le seul candidat écologiste à gauche qui exerce le pouvoir : nous pensons que cette expérience est la plus grande des forces pour réellement produire une redirection des politiques nationales».

C'est vrai que ce bilan est éloquent, que Vincent Perrey est très méchant, et que cette réplique convaincante donne envie de scander « *Piolle président !* »

### Briseur d'espoir

Dés l'introduction, puis au fil des pages Vincent Perey s'interroge sur son action avec *Le Postillon* et ses 3500 exemplaires vendus, tant il ne croit pas qu'elle peut *changer le cours des choses* à l'échelle d'une agglomération de 160 000 habitants. Faute de changer les choses, ce travail militant permet au moins de les comprendre. Et ce n'est pas rien dans une période où l'expérience grenobloise va se démultiplier. Un des chapitres du livre « *Derrière les sourires publicitaires un management autoritaire* » est consacré à l'interview d'un piolliste devenu dissident par la force des choses.

Guy Tuscher, élu sans étiquette de la liste Piolle de 2014, a été exclu de la majorité municipale en compagnie de Bernadette Richard-Finot, élue du parti de Gauche. L'une et l'autre avaient fait le choix de s'abstenir sur le budget municipal en décembre 2016, pour marquer leur opposition au choix budgétaire du maire, et no-

4. <http://unevillepourtous.fr/le-projet/120-engagements-pour-grenoble/>  
 5. *Opposition toute relative puisque les Verts étaient dans la majorité municipale du socialiste Michel DESTOT depuis 2001 et les affres de la gauche-plurielle, mais le livre montre bien comment Piolle n'a fait que poursuivre « avec un temps d'avance » le devenir grenoblois initié depuis Carignon....*  
 6. Tomjo, *L'enfer Vert, L'Enfer Vert, Projet pavé de bonnes intentions . Ce que nous réservent les écolo-technocrates à partir du cas de Lille Métropole, l'Echappée*, 2013.

- Mesurer les renoncements politiques au regard des « 120 engagements » de la liste *Grenoble pour tous* de 2014 et conclure tant à l'inefficacité de *l'alter gauche* au pouvoir<sup>(4)</sup>, qu'au peu de consistances des convictions rouges-vertes une fois aux affaires<sup>(5)</sup> et démontrer la forfaiture d'une écologie capitalo-compatible,

- Partager les interrogations d'un militant « d'aucune chapelle » qui endosse malgré lui le rôle de « briseur d'espoir », qui s'interroge sur ses affinités avec quelques-uns de ces rouges-verts, comme sur l'utilité de son intervention militante via *Le Postillon*.

- Comprendre l'émergence d'une nouvelle classe politique, créature hybride de la technocratie gestionnaire et du management communicant, qui tout en se revendiquant d'une *écologie sociale* méprise le peuple tout autant que l'environnement, pour mieux dénaturer toute alternative écologique en servant les intérêts du capitalisme high-tech.

### Demandez le programme

Il y a du Tomjo dans ce bouquin, et Vincent Perey fait explicitement référence à *L'enfer vert*<sup>(6)</sup>. Mais l'analyse de la politique des verts lillois tenait de la prospective, aujourd'hui illustrée par le bilan grenoblois. Développement des autoroutes sous prétexte de limiter la voiture, contrôle des flux routier par vidéo surveillance pour le plus grand bonheur des promoteurs de la smart-city comme des gestionnaires des parking privatisés grâce au développement du co-voiturage ; Fermeture de bibliothèques municipales au nom de la sauvegarde des service publique ; Limitation de l'affichage publicitaire tout en confiant à Decaux la



tamment à un « Plan de sauvegarde des services publics locaux ». Traduisez : suppression d'environ 150 postes d'employés municipaux, fermeture de trois bibliothèques de quartier, coupes dans le service de la santé scolaire, regroupement de maisons des habitants... le tout pour faire face aux baisses des subventions d'Etat.

Leur désaccord reposait essentiellement sur l'absence de débats sur les choix budgétaires au sein de la majorité piolliste, et leur conviction que des alternatives existaient pour une politique budgétaire plus en phase avec les 120 engagements de la campagne de 2014, et notamment le point 8 *Débatte du budget Municipal avec les habitants* qui affirmait : « *Chaque année, la municipalité débattre avec les habitants du budget municipal en proposant plusieurs scénarios, dans chaque secteur et avant le vote du budget par le Conseil Municipal.* »

Ce qui pourrait n'être qu'une anecdote dans les aléas de la vie de la majorité municipale, illustre la profondeur de la rupture qui se crée dans l'*altergauche* entre les convictions et principes affichés, et les impératifs du réalisme gestionnaire déterminé par les experts et les communicants. Et dans le même mouvement la rupture établie entre les élus et les militants.

Au-delà de l'éviction de 2 élus, c'est aussi une crise au sein du Parti de Gauche de l'Isère que l'épisode du budget municipal a montré. Alors que les élus du PG de Grenoble faisaient taire tout questionnement sur les choix budgétaires au sein de la

majorité, les instances départementales du PG faisait remarquer la contradiction entre les engagements et la politique menée, et demandait un moratoire sur « le plan de sauvegarde ». Dès lors, la mise en doute de la vitrine rouge-verte grenobloise devenait insupportable et menaçait de la fissurer. Le secrétariat départemental fut mis sous tutelle nationale pour ménager les élus gestionnaires, les instances locale du partis furent mises sous contrôle, et le PG de l'Isère qui regroupait 380 adhérents en 2014 n'en compta même plus 200 trois ans plus tard. Rien de surprenant finalement pour une majorité municipale animée selon les principes du management entrepreneurial des conseillers en communication du maire qui pensait depuis le début que « le problème ça va être les militants [qui] ne comprennent rien à la politique et s'insurgent inutilement » et qui sont autant d'obstacles au *temps d'avance* revendiqué par les technocrates de l'avenir.

Et les exclus désabusés de constater que « *peu à peu on a compris que tout avait été pipé par un accord EELV-PG au plus haut niveau avec Mélenchon. Il avait besoin d'apparaître « écolo-compatible », donc il a soutenu à mort ce rassemblement grenoblois très médiatisé.* » Ici encore la soit disant démocratie locale s'efface sous les intérêts et enjeux de la politiciaillerie nationale, et les possibilités d'actions locales -mêmes très réformistes- ne pèsent rien face aux enjeux de carrières et des convoitises du pouvoirs.

C'est néanmoins Vincent Perey et *Le Postillon* qui sont taxés de briseurs d'espairs du fait de leur questionnement de l'action de la majorité. Les tenants de la *réal politique* n'étant bien sûr que d'honnêtes politiciens qui mettent *les mains dans le cambouis* pour changer les choses de l'intérieur, alors que *la critique est facile...*

## Une nouvelle classe politique

Eric Piolle a été réélu en juin 2020. En 2014 une quadrangulaire l'avait propulsé en tête du second tour avec 40% de suffrages soit un peu moins de 20.000 voix. Il fera pour ce second mandat la course en tête avec 53% des voix mais seulement un peu plus de 16.000 votes. Le déficit des suffrages est d'environ 3500 électeurs-trices qui n'ont pas



Ce montage n'est pas une blague ! Réalisé par Jérémy Jamet ©, il a été utilisé par des soutiens de Piolle sur Internet.

jugé bon de renouveler leur confiance dans l'équipe rouge-verte à l'Hôtel de ville. Piolle n'aura cependant pas le triomphe modeste et son discours lénifiant pointerait ses *réalisations pionnières* qui font de Grenoble une promesse.

L'ancien ingénieur, responsable du pôle logistique pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du géant de l'informatique *Helwett-Packard*, et créateur d'un start-up pour l'optimisation fiscale *Raise-Partner*, ne boude pas le succès d'une campagne commerciale qui impose son produit. Car sous les dehors de l'écolo débonnaire qui fait sa campagne à vélo, Piolle n'est jamais que le représentant de cette classe de l'encadrement capitaliste qui orchestre le développement du capital financier high-tech et en tire les bénéfices, numéraires ou symbolique.

Fabriqué tel un produit commercial par un ancien camarade de *Chiche*<sup>(7)</sup> devenu « sociologue-politologue-consultant » la candidature Piolle fut avant tout une icône à leurrer les bobos et les progressistes du climat en leur donnant bonne conscience, et en faisant oublier que loin des intérêts de la planète et de l'humanité, il sert d'abord ceux des industriels en cours de conversion au renouvelable. Quand l'image l'impose, la municipalité se défait sur l'agglomération, et vice versa, dans un numéro de dilution des pouvoirs et des responsabilités bien rodé, qui éloigne toujours plus l'électeur des centres de décisions, et renforce tant l'abstention que la désaffection pour le politique. Mais à aucun moment ces questions ne sont abordées par les tenants de *la culture du pouvoir*.

L'appât a fonctionné, la prise s'est renouvelée, et Piolle a fait des petits dans un nombre conséquent de

LE PROBLÈME C'ÉTAIT  
LES MILITANTS



grandes villes. Les verts sont de plus en plus aux affaires, et les affaires sont de plus en plus vertes. Et c'est bien à l'aune du vide que se mesure l'écart entre le leurre et la réalité.

Fait remarquable dans ce genre de critique radicale, Vincent Perrey n'emploie pas le terme de « trahison » pour qualifier la politique de Piolle et de sa clique, tant il est sûr qu'il ne saurait être traître à sa propre classe. Et la figure de Piolle n'est finalement que de peu d'importance, car lui ou

un autre peu importe, l'important c'est que la croissance fleurisse... verte de préférence.

Mais à quel prix ? C'est peut-être ici qu'il faut rappeler les mises en garde de Bernard Charbonneau, qui ont pourtant plus de 40 ans :

“... Les limites nécessaires à la préservation de la vie seront calculées et planifiées centralement par des ingénieurs écologistes, et la production programmée d'un milieu de vie optimal sera confiée à des institutions

centralisées et à des techniques lourdes. C'est l'option techno-fasciste sur la voie de laquelle nous sommes déjà plus qu'à moitié engagés.”<sup>(8)</sup>

Si le vide est à moitié Vert, il n'est pas certain que l'autre moitié soit rouge !

**Philippe  
Novembre 2021**

**NB** : le calembour du titre de cet article est tiré du livre (p. 84)

**GRENOBLE : Les plus grosses polémiques municipales**

- En septembre 2014, à la réception du nouveau parking Arlequin, une régie de gestion est refusée sous prétexte que toutes les délégations de service public (DSP) vont être renouvelées en 2018 et que la mise en place d'une régie se fera à ce moment-là. Depuis, la Métropole a refait une DSP avec une société publique (SEMOP) dont la moitié du capital appartient à... Effia (l'ancien délégataire).

- En octobre 2014, six mois après l'élection, la mairie confie la gestion de l'éclairage public, historiquement réalisé par la Sem GEG (Gaz électricité de Grenoble) à Citéos, une boîte privée ayant notamment pour actionnaire Vinci. Les salariés de GEG s'insurgent, envahissent et annulent un conseil municipal. Cinq élus de la majorité, militant pour le choix d'une vraie régie municipale, ont voté contre la délibération.

- En avril 2016, la majorité annonce l'augmentation de l'abonnement du stationnement sur voirie : réunions, pétition

des Unions de quartier, premier et unique vote selon le processus mis en place, vote perdu car minoritaire pour la majorité Piolle mais non appliqué puisque inférieur aux 20 000 votants requis (7 000 votants seulement).

- En mai 2016, la mairie présente le bien mal nommé « Plan de sauvegarde des services publics locaux » pour faire face à la baisse des dotations de l'Etat. Au programme : suppression d'environ 150 postes, fermeture de trois bibliothèques de quartier, coupes dans le service de la santé scolaire, regroupement de maisons des habitants, etc. Ce plan entraîne des débats houleux à l'intérieur du Parti de gauche et le départ de plus de la moitié des militants (voir notamment Le Postillon n°37).

- En novembre 2016, la suppression des trois bibliothèques donne lieu à une seconde pétition qui recueille plus de 4 000 signatures mais son vote sera purement et simplement annulé par le maire lors du Conseil de juillet 2017 pour éviter tout vote sanction contre sa politique.

- Sur la galerie de l'Arlequin à la Villeneuve : après avoir été de fervents

opposants à la démolition du 50 (durant le mandat précédent), les élus ne s'opposent plus à celle du 10-20, et font provisionner à l'Anru les 27 millions nécessaires à la démolition du 90, du 100 et du 110.

- Polémique en cours sur les offices HLM : sous prétexte de les sauver, la Ville et la Métropole ont prévu de faire disparaître le bailleur social Actis en le fusionnant avec la société « public-privé » Grenoble Habitat (4 000 logements). Ainsi les 12 500 logements sociaux d'Actis deviendront monnayables et des investisseurs privés pourront rentrer au capital. Au passage, la Ville vendra pour environ 30 millions d'euros, la moitié des actions qu'elle détient dans Grenoble Habitat, de quoi largement gonfler son budget d'investissement pour un second mandat. Tant pis si dans la nouvelle structure les salariés et les locataires perdront du pouvoir au profit des actionnaires... Le Dal (Droit au logement) 38 et d'autres collectifs se battent actuellement contre ce projet.

**Extrait du Postillon n°51, Octobre 2019**

**NUCLÉAIRE**

**Le nucléaire, une énergie verte ?!!**

*Ce genre d'affirmation ne peut provoquer spontanément qu'un immense éclat de rire. Et pourtant... On ne cesse de nous présenter sans honte le nucléaire comme une énergie non carbonée dans les medias. Nous sommes inondés de titres du type «Renouvelables, le pari impossible sans le nucléaire» (titre de Challenge), de discours selon lesquels nucléaire et renouvelables vont ensemble. La France fait activement campagne pour que le nucléaire soit intégré dans la taxonomie verte que l'Europe élabore sur l'énergie, avec autorisations et financements à la clef... Et là, le rire devient jaune, très jaune.*

**Quelques rappels de base**

La question «peut-on se passer du nucléaire ?», elle est déjà répondue : l'énergie nucléaire représente 2% de l'énergie mondiale, 10% de l'énergie électrique mondiale. Le monde semble assez bien se passer du nucléaire. Et si on regarde un peu

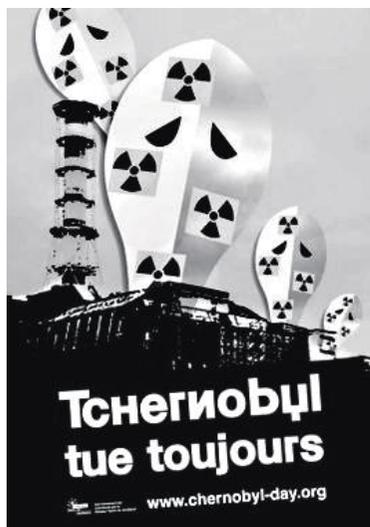
plus localement, il y a un truc qui a été inventé, et qu'approuvent l'ensemble des nucléocrates, c'est l'Union Européenne. Les réseaux électriques y sont interconnectés depuis longtemps. L'électricité nucléaire représente 27,5% de l'électricité européenne, moins que

l'électricité d'origine renouvelable (29,7%). C'est pas moi qui le dis, c'est le forum nucléaire (et eurostat) ! Pour ce qui est de l'indépendance nationale, rappelons que l'uranium «français» est importé principalement du Kazakhstan et du Niger, deux pays bien connus pour

leur stabilité politique, que la licence de fabrication des centrales PWR est américaine... Et si la France est exportatrice d'électricité, elle en importe quand même. Eh oui ! Le nucléaire n'est pas très flexible et ne peut pas assurer les pointes de consommation, et en plus ces méchants allemands avec leur électricité pourrie même pas nucléaire sont parfois moins chers que nous. L'énergie nucléaire est bien une exception française (et japonaise jusqu'à Fukushima). Une exception française qui est la fille d'une autre exception (pour une puissance moyenne), la possession de la bombe atomique.

Il y a bien une exception nucléaire. Le risque nucléaire est tout à fait particulier. Il rend la vie impossible sur des générations et des générations. On meurt encore aujourd'hui d'Hiroshima, et des personnes qui ne sont pas encore nées vont en mourir. On meurt encore aujourd'hui de Tchernobyl, et des personnes qui ne sont pas encore nées vont en mourir. Et naturellement, on meurt aujourd'hui de Fukushima. C'est un risque invisible, inodore et incolore. On dépend donc des infrastructures étatiques et technocratiques pour le connaître et le mesurer. C'est un risque statistique : vivre dans une zone contaminée, c'est augmenter le risque d'avoir un cancer, de tomber malade, et d'avoir des enfants victimes de malformations génétiques diverses (y compris cancers). Mais si vous mourez aujourd'hui d'un cancer de la thyroïde, vous n'aurez aucun moyen de prouver que ça vient du nuage de Tchernobyl, même lorsque c'est plus que probable. Il n'y a pas de gestion démocratique possible du risque nucléaire. Laisser partir la population de la zone contaminée risque de propager la contamination. Les descendants d'Hiroshima ont été victimes d'un apartheid silencieux, du fait des risques pour les générations futures. Utiliser des moyens préventifs (pastilles d'iode par exemple) suppose qu'EDF prévienne honnêtement chaque fois qu'elle frôle un gros risque et avant que l'accident n'éclate. On peut toujours croire au père Noël... Et rappelons comment ça marche : les éléments radioactifs se fixent à la place des autres dans nos corps, l'iode radioactif à la place de l'iode, le césium à la place du calcium, le tritium à la place de l'eau,

etc.. Le césium 137, par exemple, met 30 ans à perdre la moitié de sa radioactivité (c'est ce qu'on appelle la période). Une bonne chance d'attraper un cancer des os et quelques dizaines d'années d'interdiction de l'élevage laitier. Plus le problème insoluble des déchets, dont certains ont une période d'une bagatelle de quelques milliers d'années. En gros, proposer le nucléaire pour limiter le réchauffement climatique, c'est avaler de la javel pure pour être sûr d'être bien désinfecté.



### ***Un rouleau compresseur idéologique incessant depuis un demi-siècle***

J'ai entendu à un débat télévisé un nucléocrate affirmer fièrement que la population était majoritairement favorable à l'énergie nucléaire, à 51% au dernier sondage qu'il brandissait. On passera sur l'idiotie de l'argument : à une époque, la majorité de la population européenne croyait que les noirs étaient cannibales. Donc, ils étaient cannibales ??? Et c'est quand nous avons cessé de le croire qu'ils ont cessé de l'être ? A ce compte-là, la terre devrait encore être plate. Comme argument scientifique, on repassera... Mais ce qui me frappe, moi, c'est que depuis 50 ans qu'on nous explique que le nucléaire est indispensable, qu'il n'est pas dangereux ou si peu, qu'on maîtrise même la catastrophe, que tous les partis politiques institutionnels y compris les Verts valident le programme nucléaire, il n'y aie encore que 51% de la population pour y croire.

Dans un premier temps, on a été priées de croire au progrès scientifique et à la compétence de la tech-

nocratie. Certes, c'était une technologie d'origine militaire, mais nos merveilleux savants avaient réussi à la transformer en un bienfait pour l'humanité. Les centrales étaient sûres, l'énergie était propre, et ces immenses installations, preuves de la majesté et de l'organisation de l'État, devaient nous rassurer. Les antinucléaires ont alors dépensé une grande énergie à expliquer pourquoi et comment l'accident était possible et même probable. D'où leur qualification de «catastrophistes». Depuis, Three Miles Island, Tchernobyl et Fukushima sont passés par là. Le discours officiel a changé. Il paraît que le risque zéro n'existe pas, mais qu'on ne doit pas s'affoler, l'État maîtrise, des plans d'urgence sont en place pour limiter les dégâts. Évidemment, ce discours n'est apparu qu'une fois les centrales nucléaires construites. Tant que leur construction était contestée, aucun plan d'évacuation, des fois que les gens risquent d'en déduire que c'était une énergie dangereuse.

Dès le départ, le nucléaire a été présenté comme une alternative au pétrole. Euh... Avec nos 70% d'électricité d'origine nucléaire, en 2018 le pétrole représentait 44% de notre consommation finale d'énergie contre moins de 18% pour le nucléaire. Ben ouais, désolée pour ceux et celles qui croient encore aux contes de fées, mais l'essentiel de notre consommation n'est pas électrique, et c'est heureux d'ailleurs. Pour nourrir le nucléaire, il a fallu développer massivement le chauffage électrique, et aujourd'hui la voiture électrique. Rappelons qu'on perd beaucoup d'énergie en transformant de la chaleur en électricité (les centrales nucléaires sont à la base de très mauvaises gigantesques bouilloires ou cocottes minute) et encore un peu en transformant l'électricité en chaleur ou en énergie mécanique, plus les pertes sur le transport. D'après le bilan énergétique de la France de 2020, pour une consommation finale énergétique d'environ 1500 Twh, on a eu une perte en transformation (de la chaleur en électricité notamment), transports et distribution d'environ 1000 Twh. Vive la production centralisée et nucléaire d'électricité !

Ensuite on nous a expliqué que maintenant qu'on était dans l'ère nucléaire, on ne pouvait plus s'en passer. Le fameux «le nucléaire ou le



retour à la bougie». C'est sûr que quand on en est à 70% d'électricité d'origine nucléaire c'est un argument qui semble imparable. Sauf qu'on nous faisait déjà le coup avant. On peut produire de l'électricité autrement, on peut en importer. Surtout, on peut réserver l'électricité à ses usages spécifiques (ne pas l'utiliser pour le chauffage ou la bagnole), et il faut aussi déduire toute l'électricité que consomment les centrales pour leur fonctionnement. Enfin, on peut peut-être faire la chasse à certains gaspillages. Sauf que ceci n'est possible que si on sort du nucléaire. En effet, les centrales nucléaires sont assez rigides, et il leur faut une production d'électricité constante. Les pointes sont toujours assurées par d'autres formes d'électricité. Donc, le nucléaire a besoin que nous consommons constamment une masse d'électricité. Ce qui n'est pas compatible avec la chasse au gaspillage. Les antinucléaires ont alors démontré qu'on pouvait se passer du nucléaire sans attendre que les énergies renouvelables soient au point, rien qu'avec nos vieilles centrales fossiles et hydrauliques toujours présentes et en activité pour assurer les pointes. Car oui, le charbon, le pétrole et le gaz, c'est moins pourri que le nucléaire. C'est pas très propre, mais c'est une saleté qui se voit et qui ne stérilise pas des territoires pour un nombre indéfini de générations. C'est un truc qu'on peut maîtriser sans instaurer une société de surveillance généralisée. Et en plus, on a fait des progrès, on exporte des centrales thermiques très peu polluantes.

Mais les propagandistes du nucléaire n'ont jamais manqué de res-

sources. Le nucléaire va encore une fois sauver la planète, mais cette fois-ci du ... réchauffement climatique ! Si si, vous savez, ces machins qui délivrent un panache de vapeur en continu au point de modifier le micro-climat (oui, la vapeur d'eau a un effet de serre, même s'il est moindre que le CO<sub>2</sub>), ces trucs qui ont réchauffé le Rhône d'1 à 2 degrés au point qu'on a pu y installer une ferme à crocodiles, ce combustible transporté en camions pour naviguer entre 5 étapes de fabrication à travers plus d'une dizaine d'usines en France, importé d'un voisin aussi proche que le Kazakhstan, ce truc qui nécessite des montagnes de béton et laisse des tonnes de déchets irrécupérables, eh bien il paraît qu'on peut compter sur ce truc là pour lutter contre le réchauffement climatique ! Elle n'est pas belle la vie ? Comment ça se fait ? Grâce à une formule magique : ce n'est pas un combustible fossile. Donc il n'émettrait pas de gaz à effet de serre. Il ne faudrait pas confondre le thermomètre et la température. En fait, le réchauffement climatique est à peu près proportionnel à la quantité de gaz à effet de serre ; comme on peut mesurer les gaz à effet de serre mais plus difficilement le climat, on se base là-dessus pour réclamer des mesures aux États. Mais on peut aussi réchauffer sans, ça s'appelle le réchauffement direct. La preuve ? Les centrales nucléaires ! Rappelons au passage qu'elles ont besoin d'être refroidies en permanence et donc de tonnes d'eau, et que quand le climat se réchauffe, l'eau s'évapore... Ces monstres de béton sont particulièrement sensibles aux variations climatiques en augmentation, des

sécheresses aux inondations liées aux tempêtes...

Les ficelles de la propagande nucléaire à laquelle nous sommes soumis depuis un demi-siècle ne brillent ni par leur finesse et ni par leur nuance. Il faut dire qu'il faut vraiment de gros sabots pour essayer de faire oublier que le nucléaire est la façon la moins efficace et la plus polluante de produire de l'électricité. C'est un peu comme si on avait essayé de recycler la poudre à canon dans le moteur à explosion... Le problème c'est que ça marche, pas tellement auprès de la population qui semble remarquablement résistante comme je l'ai fait remarquer plus haut, mais comme écran de fumée pour les décideurs obnubilés par le prestige de la Science et surtout au service des industries auxquelles ça rapporte. L'EPR de Flamanville n'est pas près de produire un seul watt, mais Bouygues et autres multinationales ont déjà commencé à encaisser leurs sous.

### ***La transition écologique, une affaire rentable***

La transition écologique, c'est faire semblant de tout changer pour que rien ne change. C'est continuer ses petites affaires en utilisant le réchauffement climatique comme argument marketing. Vous noterez dans les pubs de produits chimiques, de bagnoles, d'énergie, etc. comme tout est propre, tout est recyclable, tout préserve la planète. Et au pire, on plante quelques arbres ailleurs pour compenser la pollution ici. Ben voyons... Et pendant que les affaires continuent, bien sûr, la terre continue de chauffer et son climat de se dérégler. Ce qu'il y a de bien avec le climat, c'est que comme c'est global, c'est toujours la faute des autres. Si les Chinois-es et les Indien-nes acceptaient de crever de froid l'hiver, de ne pas manger assez toute l'année, et de marcher ou pédaler pour aller au boulot, comme ils et elles l'ont toujours fait, on serait moins emmerdé-es. Et nous, hein, on fait ce qu'on peut. Pas de notre faute si les autres ne font rien. Par exemple, ils ne nous achètent presque pas de centrales nucléaires. Rappelons quand même que notre empreinte carbone ne diminue que si l'on ne tient pas compte de notre commerce extérieur. Si on rajoute les importations, elle continue d'augmenter. Car c'est dans les pays pauvres, forcément les plus arrangeants, qu'on im-

plante le plus polluant.

Le nucléaire illustre bien cette problématique. D'abord du point de vue de l'argument marketing. On ne peut plus décrier les énergies renouvelables, surtout dans un contexte européen où les autres sont plus compétitifs que nous (forcément, nous, on a investi tous nos sous dans le nucléaire). Donc, on explique que c'est bien mais que ça ne peut pas marcher tout seul. Le vent peut faiblir, le soleil ne pas briller, alors qu'une centrale nucléaire, c'est bien connu, ça n'a pas d'arrêt de tranche et ça ne tombe jamais en panne. Donc, on présente le nucléaire comme le complément indispensable des renouvelables. Tout juste si ce n'est pas grâce au nucléaire qu'on peut faire du renouvelable ! Et le bel argument écolo de l'énergie propre est ainsi recyclé au profit du nucléaire. Avec l'accord tacite des Verts qui ont renoncé depuis bien longtemps à réclamer l'arrêt immédiat du nucléaire et dont les rares ministres de l'écologie ont toujours signé tout ce qu'on leur demandait. Première façon de verdir le nucléaire.

Mais l'enjeu de la transition énergétique pour le capitalisme, c'est de bien faire comprendre que son système n'est pas destructeur de la planète, mais non, c'est lui qui va la sauver, surtout pas en ralentissant la surconsommation et le gaspillage, au contraire, parce qu'il est le seul capable d'apporter des solutions technologiques, et d'assurer les gros investissements qui les permettent, ce qui demande bien entendu que la croissance ne ralentisse surtout pas. Donc continuons le gaspillage, la surconsommation, la sur-extraction, pour nous permettre d'apporter des solutions miracles qui rapportent. C'est ce qu'ils et elles appellent «gagnant-gagnant». Et de ce point de vue, le nucléaire, c'est superbe. Des investissements gigantesques, renforcés symboliquement par des constructions gigantesques qui dominent le paysage, une technologie qui exige toute une infrastructure technocratique, la santé et l'approvisionnement en énergie de la population aux mains d'une élite sans aucun contrôle démocratique, une protection juridique et policière sans faille des secrets de la cuisine, l'illusion pour cette élite de tout planifier et tout contrôler, le bonheur quoi... Et en plus, pour le côté puéril, l'élite est composée d'êtres humains quand

même, un caca énorme qui va durer des milliers d'années.

On reste dans la lignée du rôle qu'a toujours joué l'énergie nucléaire dans la structuration du capital français. Bien sûr, il ne faut jamais cesser de le rabâcher, c'est la plus mauvaise façon de produire de l'énergie techniquement, une façon sale et qui dérégule le climat. Bien sûr, c'est une énergie très chère pour peu qu'on ne se contente pas de compter le fonctionnement des centrales mais aussi le cycle du combustible et surtout les déchets et le démantèlement qu'on ne sait pas gérer. Ce n'est pas grave, ce sera payé par les contribuables et les usagers. Mais quels débouchés en termes de BTP, de métallurgie, d'électronique, de services divers, de logistique, de maintenance ! Le chantier de l'EPR de Flamanville était prévu en 2007 pour une durée de 5 ans et un coût de 3,3 milliards d'euros. Aujourd'hui, l'estimation est de 16 ans et 19,1 milliard d'euros. Un gros coût pour EDF et un obstacle à l'exportation de centrales, qui de toutes façons était mal barrée. Mais ces milliards ne se sont pas évaporés dans la nature, ils n'ont pas été perdus pour tout le monde, ils sont tombés dans les poches des multinationales concernées. Bon, il y

pourra plus se payer sa danseuse nucléaire. EDF est en effet très endettée. Or c'est une Société Anonyme, elle doit faire des bénéfices, même si son actionnaire très majoritaire (à 85%) est l'État (l'introduction en bourse était un coup médiatique, comme toujours, les petits actionnaires à eux tous possèdent 1,9% du capital). Si l'électricité renchérit trop ce sera un coût pour les entreprises installées en France, et ça pénalisera donc l'économie. Enfin, ce fiasco financier va rendre encore plus dure l'exportation de centrales nucléaires, marché qui ne se porte déjà pas très bien. Et s'il n'y a pas d'exportations, il n'y aura pas de diminution de coûts liée à l'augmentation des quantités produites.

Développer le nucléaire, ce qui semble bien toujours dans les intentions gouvernementales françaises, implique d'assurer une consommation de masse relativement stable d'électricité. Ça été un temps le rôle du chauffage électrique, mode particulièrement coûteux de chauffage. Ça continue d'ailleurs. Le chauffage électrique ne produit pas de gaz à effet de serre n'est-ce pas ? Sauf bien sûr si on considère la production d'électricité... C'est le principe de base du greenwashing. L'essentiel est



a quelques gaz à effet de serre qui n'auront pas été perdus non plus, mais ce ne sera pas compté dans le nucléaire, ce sera compté dans le bâtiment, la métallurgie, etc.

Il y a quand même quelques failles. Les comptes d'EDF ne sont pas au mieux, et il y a peut-être un moment où cette noble entreprise ne

que la pollution ne soit pas sur le lieu d'usage, ne se voie pas. Pour cet objectif, on peut augmenter dans le monde la pollution sans limitation. En plus, l'installation du chauffage électrique n'est pas chère, c'est toujours ça d'économies pour les propriétaires et les promoteurs, ce sera le locataire qui paiera ensuite la fac-

ture. Les nucléocrates ont depuis trouvé un nouveau joujou, avec l'appui des institutions européennes : la voiture électrique. Idéale ! Globalement, elle est plus polluante que la voiture thermique (métaux rares des batteries, composants électroniques, obsolescence...) et probablement plus émettrice de gaz à effet de serre. Mais pas quand elle roule dans nos métropoles. Et c'est une perche toute trouvée pour sauver l'industrie automobile. Sauver à la fois l'industrie automobile et l'industrie nucléaire, le tout en les faisant passer pour des solutions écolos. Qui dit mieux ?

### Le panier de crabes européen

L'Europe a pris des engagements pour la planète, c'est bien connu, et elle se veut un modèle de vertu en ce domaine (bon, d'accord, en fait, il y a du taf...). Ça ne va pas très bien avec le plan de relance exigé par la crise COVID. Donc ce sera un plan de relance é-co-lo-gi-que, c'est-à-dire dans la novlangue européenne de transition écologique. L'Europe va financer des trucs qui économisent du carbone et sont verts, et va même exiger un certain pourcentage d'investissements verts avant de financer les plans de relance. Reste un léger détail : se mettre d'accord sur ce qui est vert. On l'avait compris, le charbon n'est pas vert. On l'avait compris aussi, les énergies renouvelables sont vertes. Mais le reste ? La France pèse de tout son poids et a rallié d'autres pays pour que le nucléaire soit considéré comme vert. Bien sûr, il se prépare des compromis genre on accepte le chauffage au gaz (privilegié par les allemands) si vous acceptez le nucléaire.

Citons les conditions posées par l'Europe :

**«Pour s'aligner sur la taxonomie, les activités économiques des organisations doivent contribuer à, au moins, l'un des six objectifs environnementaux définis par la TEG et ne pas porter atteinte aux autres objectifs :**

1. *Atténuation du changement climatique : l'impact d'une organisation sur l'environnement*

2. *Adaptation au changement climatique : l'impact de l'environnement sur une organisation*

3. *Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines*

4. *Transition vers une économie circulaire, prévention et recyclage des déchets*

5. *Prévention et réduction de la pollution*

6. *Protection des écosystèmes sains*

La France s'appuie sur l'idée que le nucléaire est non carboné pour l'imposer et le faire accepter en tant qu'atténuation du changement climatique. Sauf qu'il ne faut pas porter atteinte aux autres objectifs. Et là, comment dire ? En ce qui concerne l'utilisation durable et la protection de l'eau, de très grands barrages sont construits rien que pour refroidir les centrales. En ce qui concerne le recyclage des déchets, le nucléaire produit des milliers de tonnes de déchets qu'on ne sait ni traiter ni retraiter mais dont on sait qu'ils dureront plusieurs milliers d'années pour certains, et que toute tentative de traitement est elle-même productrice de déchets. En ce qui concerne la prévention et la réduction de la pollution, les centrales nucléaires sont de gros pollueurs chimiques : il

faut bien détartrer les kilomètres de tuyaux des tours de refroidissement, ce qui occasionne des rejets de chlore et de sulfate au point que les préfectures doivent régulièrement accorder des dérogations à EDF. Enfin, pour la protection des écosystèmes sains, même quand elle marche bien, une centrale ça fuit, et dans son cas, ça veut dire qu'elle dissémine dans la nature un peu de césium, un peu de tritium, un peu d'iode radioactif, etc. avec les mêmes effets sur le vivant que sur le corps humain. Il faut quand même être gonflé pour oser poser le nucléaire en solution écologique !

L'enjeu est important. Il est à la fois financier et idéologique. Au niveau financier, l'Europe prévoit environ 1000 milliards de 2021 à 2027 pour financer la transition écologique. L'enjeu pour l'industrie nucléaire est de pouvoir bénéficier de cette manne. Mais l'enjeu financier va au-delà. Il y a et va y avoir des lois exigeant que dans un portefeuille d'investissements il y ait un certain pourcentage de vert. Si le nucléaire en fait partie, ça change beaucoup de choses pour pas mal de gros investisseurs. L'enjeu est aussi idéologique : si le nucléaire fait partie de la taxonomie verte, ce sera un gros argument pour les nucléocrates qui pourront se présenter en valeureux écologistes estampillés par l'Europe et Greta Thunberg. On peut même imaginer que dans un élan de défense de l'écologie on puisse dénoncer les anti-nucléaires qui font obstacle à la transition énergétique, voire nous obliger pour notre bien à consommer un minimum d'électricité nucléaire. On nous impose bien déjà un passe sanitaire pour notre bonne santé... Et là quand même, c'est l'avenir de la planète qui est en jeu, il faut être civique quoi.

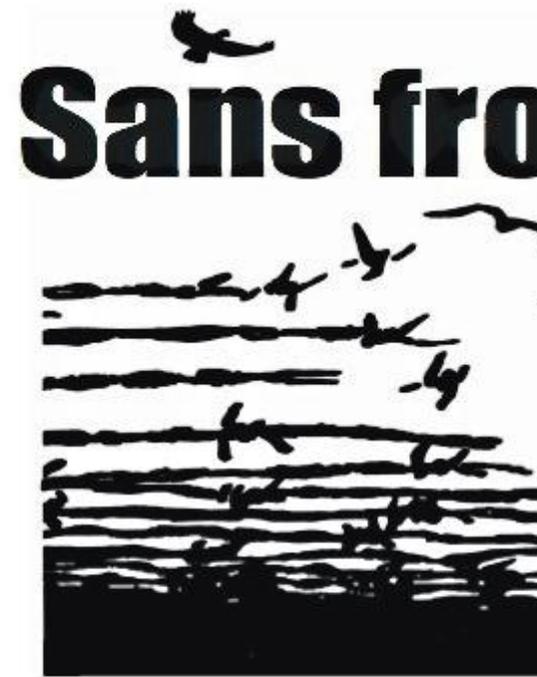
En conclusion, on pourrait dire : jusqu'à la lie... Le mouvement antinucléaire a perdu en France qui est maintenant couverte de centrales, pourquoi ne pas pousser le bouchon plus loin et assurer une position au niveau européen ? En même temps, c'est tellement grotesque que ça pourrait se retourner contre eux. Mais attention, la taxonomie verte doit être adoptée fin 2021 et appliquée dès janvier 2022...

**Sylvie**

Pour un argumentaire plus complet sur l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie verte: <http://collectif-adn.fr/2021/JE/taxonomie-verte.html>



Cette rubrique souhaite faire un tour d'horizon mensuel de ce qui se passe au sujet des sans-papiers, des migrants, des réfugiés en France et ailleurs. L'objectif est double : celui d'informer sur les diverses situations migratoires, la plupart du temps dramatiques mais au delà de cet aspect humanitaire, il s'agit aussi et surtout d'évoquer les luttes en cours et de tenter de faire ressortir des leviers qui peuvent réinstaurer un rapport de force avec un État et consorts (partis, médias, opinion publique) de plus en plus xénophobes.



### Remobilisation autour de Calais ?

C'est la question que l'on peut se poser suite à la grève de la faim des trois militants (voir numéro précédent) qui s'est terminée, certes par un échec, mais qui a remobilisé sur la question des migrants. En effet, le 13 novembre dernier, il y a eu une manifestation importante à Calais, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années. Le week-end d'après, c'était une manifestation de soutien parisienne avec comme revendications celles des ex-grévistes : l'arrêt des expulsions pendant la trêve hivernale, fin de la confiscation des affaires personnelles et une politique d'accueil des réfugiés... Sur la grève de la faim, rapidement, les négociations avec l'État ont échoué. Le médiateur qui n'était autre que le directeur de l'OFII (office français de l'immigration et de l'intégration) n'a rien voulu lâcher sur les demandes tout juste a-t-il accordé un délai de prévenance avant l'intervention sur les campements et le saccage policier. L'État reste donc arc-bouté sur sa politique de la terre brûlée, aucune installation n'est tolérée car ce même État est effrayé par la constitution d'une nouvelle jungle où migrants et aidants pouvaient s'organiser par eux-mêmes. Concernant la manifestation calaisienne, elle a été plutôt massive avec un bon millier de manifestants et notamment beaucoup de migrants, accompagnés par des collectifs de sans-papiers venus aussi pour l'occasion. L'ambiance était musicale et dynamique mais au-delà du plaisir de se retrouver, il y a la politique et sur ce point on ne peut

que constater le désarroi de la situation. On réclame aujourd'hui ce que l'État faisait il y a une dizaine d'années avec des gymnases ouverts pendant les plans grand-froid et plus loin encore, certains rêvent d'un nouveau Sangatte – camp géré par la Croix Rouge de 1999 à 2002. Alors bien-sûr, il y a l'urgence humanitaire à palier avec le froid, la pluie, la faim mais cela reste nettement insuffisant pour enclencher un réel rapport de force avec l'État et le capital qui conduisent les migrants sur ou sous la Manche. L'espoir ne viendra pas non plus des candidats politiques à l'image de Karima Delli (eurodéputée EELV) venue pour l'occasion qui n'a rien trouvé de mieux dans son discours d'appeler à l'accueil des réfugiés comme pendant la guerre d'Espagne ... où les réfugiés ont été parqués dans des camps de concentration sur les plages languedociennes. La République en marche ou social-démocrate a le sens de l'accueil ! Terminons néanmoins sur une note positive car, pendant la manifestation, des exilés se sont directement exprimés et luttent pour l'amélioration immédiate de leur condition. Aussi, un collectif « Faim aux frontières » s'est créée à l'occasion de la grève de la faim et rassemble des militants et des migrants pour tenter de faire barrage aux expulsions policières, le succès est mitigé car la police finit par passer mais il y a de nouveau des actions de résistance ...

Source : *Compte-rendu des camarades de la Mouette Enragée (voir leur blog)*



manifestation à calais 13 novembre



Piquet intérieur DPD Coudray

### Grève de sans-papiers contre Laposte

Cela concerne plus précisément la société DPD mais c'est une filiale comme d'autres – Chronopost, Viapost, Colisposte – qui appartient à

100 % à la maison mère postale. Nous sommes ici dans une plateforme logistique à Coudray-Montceaux dans l'Essonne où travaillent des centaines de salariés dont une partie sont des sans-papiers. Depuis le début du mois de novembre, une partie d'entre-eux (environ 70 personnes) ont décidé de se mettre en grève et de faire un piquet. Le mouvement est soutenu par le collectif CTSPV (collectif des travailleurs sans papiers de Vitry) et aussi le syndicat Sud PTT 91. Les mots d'ordre de la mobilisation sont la demande de délivrance de Cerfa et de documents d'entreprises qui permettraient la demande de régularisation et la condamnation des

conditions de travail comme les heures non payées, seulement 15 minutes pour décharger un camion ou encore les colis trop lourds et les horaires qui changent tout le temps. Deux piquets de grève ont été installés, devant et dans l'entreprise. Des discussions sont rapidement envisagées avec DPD mais aussi la boîte d'interim Derichebourg. Mais la chose semblait trop belle car la direction au nom de la propriété privée bloque le réapprovisionnement des personnes à l'intérieur. Ils coupent même l'électricité dans le parking pour empêcher la recharge des téléphones. Ce travail de sape du mouvement ne décourage pas les grévistes qui soulignent malicieuse-

ment dans leur communiqué : « La Poste est bien naïve si elle croit ainsi faire céder les grévistes dont une grande partie a traversé le désert, connu les tempêtes en Méditerranée sur un zodiac bondé... et connu les conditions abominables de travail auxquelles elle les a contraint. » A l'écriture de ces lignes, la bataille est toujours en cours. Cela fait aussi écho à la lutte de sans-papiers autour de la société Chronopost à Alfortville, il y a bientôt 2 ans qui avait réussi à obtenir la régularisation de 27 travailleurs sans papiers au bout de 7 mois de combat.

Source : *communiqué de grève, CTSPV*

### Passe-droit de classe

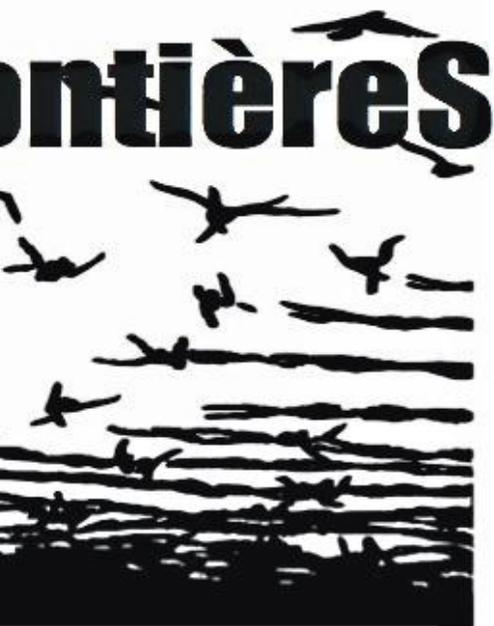
La note de la direction des douanes est discrète et ne fait qu'une page mais elle demande à ses ouailles de prévenir la hiérarchie dans la demi-heure (!) si des personnes publiques se font fouiller. Sont notamment concernés les diplomates « avec ou sans ordre de mission », les représentants du monde économique ou financier comme les « DG de grandes sociétés, présidents de

banque centrale » ou les « personnalités politiques ». Mais également, et de manière plus surprenante, les « acteurs », « présentateurs », « journalistes » et même « influenceurs » ainsi que leurs accompagnants respectifs. L'objectif déguisé de cet ordre est de décourager les douaniers à contrôler de telle personne car cela serait d'une lourdeur administrative sans nom (il faut prévenir plus de 4 niveaux hiérarchiques ...). On le voit, les frontières sont à ver-

rouillage variable et des affaires récentes montrent que les capitalistes peuvent circuler librement comme leur argent. En juin dernier, deux saoudiens ont été contrôlés avec plus de 500 000 euros en argent liquide et ont pu régulariser sans encombre leur situation. Pareil pour le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé qui, le même mois, a réglé à l'amiable le passage d'une valise de billets de plus de 90 000 euros dans son jet privé. Pour taire d'éventuelles

autres affaires, la note de la direction douanière rappelle le devoir de loyauté et de secret de ses agents sous peine de sanction. Circulez, y-a rien à voir !

Source : *Le Monde*



lutte Proman à Maison Alfort

### Suite de la lutte des sans-papiers de RSI

Nous en avons parlé dans la rubrique précédente, ces sans-papiers embauchés par l'agence d'interim RSI, spécialisée dans le BTP, se mobilisent pour dénoncer leur condition de travail et réclamer les documents pour une demande de régularisation. Le 22 octobre, ils avaient occupé l'agence RSI du boulevard Magenta à Paris, ils ont été évacués immédiatement et violemment par la police. Depuis, le piquet de grève s'est déplacé à Genne-

villiers devant un autre bureau de la société. Un rassemblement de soutien a eu lieu le 12 novembre. Les longues négociations commencent avec d'un côté l'entreprise mais aussi les donneurs d'ordre comme le groupe Eiffage ou Bouygues (pour les plus connus) et de l'autre côté, les grévistes et leur soutien dont le maire communiste de la commune et des militants expérimentés (comité de sans-papiers et CGT). A suivre.

Source : tracts du CTSP94 et communiqué de la marche des solidarités

### D'autres grèves de sans-papiers organisées par la CGT

En lien avec la lutte des RSI, d'autres piquets de grève ont été organisés en Île de France avec l'appui de la CGT du Val-de-Marne. A chaque fois, des agences d'interim sont visées dans les secteurs précaires du nettoyage, de la logistique, du bâtiment. A Rungis, 28 grévistes ont fait le piquet devant l'agence Star People,

à Maisons-Alfort, c'est devant la société Proman, etc. A cette heure, 8 piquets de grèves ont obtenu satisfaction avec toujours la remise des documents Cerfa et autres pour demander une régularisation en préfecture. D'autres piquets de grèves tiennent jusqu'à obtenir une victoire.

Source : blog de la marche des solidarités

### Mur virtuel contre les migrants

Il y a les toutes nouvelles barrières de barbelés entre la Biélorussie, la Pologne et la Lituanie pour garder la forteresse Europe, mais voilà que l'UE s'intéresse de plus en plus à la surveillance électronique de ses frontières. Robots et algorithmes viennent à l'aide de la xénophobie de leur créateur, en premier lieu, l'agence européenne Frontex, premier corps en uniforme de l'UE. Depuis plusieurs années déjà, des drones et des robots détecteurs de mouvements ou encore infrarouge sont utilisés. Mais l'arsenal est en train de s'étoffer notamment le projet européen Roborder, dont le but est de créer "un système pleinement autonome de surveillance des frontières" avec des robots terrestres, aériens et marins. Autre panoplie panoptique, dans les aéroports de Lituanie, de Hongrie et de Grèce, le programme iBorderCtrl a testé l'intelligence artificielle dans le but de

détecter des mensonges sur les personnes interrogées. Le système posait des questions aux passagers et scannait les micro-expressions de leur visage. En cas de doute, il les orientait vers des contrôles plus poussés comme la police aux frontières. Après d'abondantes critiques, iBorderCtrl a été arrêté, mais cela ne veut pas dire que d'autres expériences similaires ne vont pas être menées. Le programme Avatar, qui repose également sur la "reconnaissance des émotions", est actuellement testé en Roumanie et au Canada. Les gardes-frontières polonais utilisent des systèmes de la société israélienne Cellebrite pour accéder à des données stockées sur des téléphones. Il y a quelques années, Cellebrite les vendait ouvertement comme des outils utiles dans le cadre de l'examen des demandes d'asile.

Source : Courrier international

### Rouge-bruns vs demandeurs d'asile à Limoges

Nous en avons déjà parlé, il y avait à Limoges le squat de l'avenue de la Révolution qui rassemblait une centaine de demandeurs d'asile autour d'un collectif solide et auto-organisé. Mais le 7 juillet, le lieu est évacué et tout le monde s'est un peu éparpillé en s'hébergeant par la débrouille. Mais la volonté de se rassembler et de loger tout le monde a abouti à une tentative d'occupation d'un local associatif vide à 80%. Tentative qui a échoué à cause ... d'une association ! La fédération nationale de la Libre pensée (FNLP) - d'obédience troskyste-lambertiste - propriétaire du local a considéré cette initiative comme un affront et s'est fendue d'une nauséabonde "lettre ouverte au mouvement ouvrier et démocratique" où elle compare les migrants et leur soutien aux nazis, une sorte d'Anschluss de « leur » lo-

cal (point Godwin quand tu nous tiens !). Devant cette ambiance rouge-brun, le collectif a préféré chercher une autre solution. En réponse toutefois à l'attaque, la libre pensée 87 (retirée de FNLP depuis quelques années), le collectif Chabatz d'Entrar, le MRAP et d'autres associations vont sans doute porter plainte contre la FNLP pour diffamation. En tout cas, un nouveau lieu a été trouvé dans un entrepôt désaffecté de la zone sud de Limoges. Le collectif Chabatz d'Entrar propose un commodat au propriétaire du lieu. C'est un contrat par accord tacite où le proprio accepte la mise à disposition gratuite des locaux en échange de l'entretien et de la surveillance du lieu. Autorisé par une loi de 2009 et l'article 1875 du code civil, ce principe de commodat est parfois utilisé pour permettre la persistance d'un lieu d'hébergement.

Source : France 3 régions, blog Médiapart



action de blocage d'une expulsion

# Algérie, Maroc, jusqu'ou ?

*Jusqu'ou iront les gouvernements marocain et surtout algérien dans la surenchère guerrière.*

## Vieilles querelles

Depuis l'indépendance algérienne en 1962, les rapports restent tendus avec le Maroc. Une dynastie royale descendant du prophète d'un côté de la frontière et de l'autre, un régime qui a chassé les colonialistes français. Aux gré des événements, chacun s'accommodait d'un statut quo suspicieux avec une guerre gelée dont l'objet serait le devenir du Sahara Occidental.

A l'été 2020, D.Trump alors président des États Unis, décide de reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental. En contrepartie, l'État marocain rétablit, normalise ses relations avec Israël. Le roi suit par cette officialisation, les Émirats Arabes, Barheim, le Soudan etc. Cette démarche « trumpienne », qui contrevient aux résolutions de l'ONU sur l'auto détermination du peuple sahraoui, heurtera le gouvernement algérien et le Front Polisario qu'il soutient. Cette décision ravivera le contentieux enfoui entre les deux pays sur le Sahara Occidental. Notons que ce diktat trumpien n'a toujours pas été rejeté par la nouvelle administration de J. Biden.

## 266000 km<sup>2</sup>

Le territoire du Sahara Occidental, est côtier par l'atlantique, bordé par le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie. Le dernier soldat du colonisateur espagnol est parti en 1976. Le Maroc et le Front Polisario se disputent ce territoire de 266000km<sup>2</sup>. Le premier au nom d'une appartenance historique et le second comme légitime représentant du peuple sahraoui et au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En novembre 1975, le roi du Maroc Hassan II organise une « marche verte » pacifique en « conviant » la population marocaine à reconquérir le Sahara Occidental. Il occupera de facto 80 % du territoire considéré comme légitimement marocain. Les 20% du territoire restants ont été octroyé au Front Polisario par la Mauritanie lors des accords d'Alger en août 1979.

Pour contrer les incursions indépendantistes, le roi fera construire un « mur de sable » avec l'aide des impérialismes US et Israélien. Dès le 27 février 1976, le front Polisario, naguère soutenu par la Libye de Kadhafi, puis par l'Algérie qui héberge des camps de réfugiés sahraouis, déclare l'indépendance de la RASD <sup>(1)</sup>. Après 15 ans de conflit, un cessez le feu est signé en 1991 sous l'égide de l'ONU prévoyant un référendum d'auto détermination du peuple sahraoui. Référendum sans cesse reporté. La RASD n'est toujours pas reconnue par l'ONU ou la Ligue Arabe, mais est membre de l'Union Africaine depuis 1982. L'acaparement de ce territoire permet au Maroc de profiter de la richesse poissonneuse du littoral atlantique, des réserves de phosphates, avec 60

% de la production mondiale et ouvre au royaume de Mohamed VI, une route plus directe vers les pays de l'Ouest africain. Pour l'Algérie enclavée entre le Maroc et la Tunisie, ce bout de territoire lui permettrait indirectement, d'avoir une ouverture sur l'Atlantique.

Ce premier novembre, trois routiers algériens sont tués <sup>(2)</sup> au volant de leur camion en traversant le Sahara Occidental. L'animosité entre les deux pays prend de l'ampleur, surtout à Alger. Le gouvernement algérien promet une réaction.

## Des tensions planifiées

Dans cette surenchère de crispations politiques, les frontières se ferment et l'Algérie rompt ses relations diplomatiques avec son voisin.

1. République Arabe Sahara Démocratique  
2. Chauffeurs tués par l'armée marocaine pour Alger, fourvoyés dans une zone militarisée interdite à toute circulation pour Rabat.

## Sahara occidental



- Territoire administré par le Maroc
- Contrôlé par le Front Polisario\* indépendantiste
- Zone tampon entre les territoires disputés

\*Principal groupe rebelle qui réclame l'indépendance du Sahara occidental

Alger accuse même le gouvernement marocain et indirectement les israéliens de soutenir le MAK (mouvement d'Autonomie Kabyle). Ce mouvement considéré comme terroriste par le pouvoir algérien est rendu responsable des incendies de forêt qui cet été ont ravagé le Nord du pays. Fin octobre, Alger a fermé le gazoduc qui alimente l'Espagne en traversant le royaume du Maroc. Ce dernier se trouve alors privé de gaz et des taxes prélevées au passage. Cette agitation politico militariste a de quoi inquiéter. De part et d'autre de la frontière, les populations trinquent. Le tout gangrené par une corruption pléthorique des gouvernants. En Algérie, face à la dégradation du pouvoir d'achat, la population doit subir les augmentations des produits de première nécessité et pallier aux pénuries en tout genre. Une crise sociale profonde, un chômage de masse qui voit les jeunes tant algériens que marocains ne rêver que de départ, que d'exil. Pendant ce temps, une partie de la richesse de ces pays va vers l'armement. L'Algérie aurait dépensé 90 milliards de dollars entre 2010 et 2020, 9 milliards en 2020. Durant la même période, le Maroc aura dépen-

Régimes autoritaires, les vociférations belliqueuses d'Alger permettent aux deux gouvernements de renforcer leurs politiques sécuritaires, d'emprisonner et de faire taire toute opposition. Cette tension entretenue est pour le nouveau président algérien et son entourage une manière d'asseoir, voir d'étendre sa légitimité. Le président A.Tebboune n'a été élu que par 39,9 % des inscrits dans l'indifférence et la suspicion de la part du peuple algérien. Si voici peu l'Algérie a été secoué par un vaste mouvement de contestation populaire « le Hirak » qui a ébranlé la bureaucratie au pouvoir et fait valser quelques têtes au sommet de l'État, rappelons un autre « hirak » au Maroc avec la révolte du « Rif » en 2016. Une contestation sociale, politique, et identitaire qui a duré plusieurs semaines et qui dénonçait les impasses de la politique économique et sociale de Rabat.

C'est aussi dans ce contexte de politique intérieure, que le président algérien a haussé le ton contre la France colonisatrice et le président français E. Macron après ses propos qui accusait le système politico algérien « d'entretenir une rente mémorielle... ». La réaction fut rapide.

drague les voix de la droite « LR » ainsi que celles de l'extrême droite.

Autre cause d'animosité, le désengagement américain dans la région méditerranéenne pour se recentrer en Asie face à la Chine et, la faiblesse de l'impérialisme français, à bout de souffle, illustré par l'échec de la vente des sous-marins à l'Australie et la diminution puis le retrait des troupes françaises au Sahel et au Mali... Le désengagement de l'un et l'affaiblissement de l'autre, ouvrent un espace aux chefs de gangs régionaux. Leur concurrence pour un leadership méditerranéen exacerbent les tensions dans une situations locale redessinée. Chaos libyen, affirmation de la Turquie, présence russe renforcée en Syrie, influence de l'Iran via le Liban, l'Irak voir le Yémen... autant de situations qui reconfigurent les alliances. Alger resserre ses liens avec Moscou tandis que Rabat s'appuie sur Washington, Tel Aviv et la France.

## ***Les prolétaires n'ont pas de patrie***

Les populations n'ont rien à gagner dans cette escalade belliqueuse. Derrière la posture politico médiatique, étatique, d'Alger, les peuples silencieux, sont proches par de nombreux liens familiaux, la langue, la culture etc. Contre l'enrôlement derrière leurs bourgeoisies, la solidarité et l'auto organisation sans frontière des exploités, algériens marocains et sahraouis devrait être à l'ordre du jour. Ils doivent s'unir dans la lutte d'émancipation contre leurs gouvernements, contre les impérialismes. Par leur clairvoyance, leur conscience, ils devront refuser l'endoctrinement guerrier et refuser d'être de la chair à canon pour satisfaire les appétits des profiteurs qui les dirigent.

**Mz le 20 11 2020**



sé 35,6 milliards avec notamment le dépassement de 30 % du budget militaire en 2019. Le Maroc non membre de l'OTAN est reconnu depuis 2004, allié majeur. Ces deux pays totaliseraient 60 % des achats d'armes en Afrique. Autant de sommes qui seraient utiles aux peuples.

Rappel de l'ambassadeur algérien de France puis l'interdiction de l'espace aérien aux avions militaires français en vol pour le Sahel, le Mali... Il est vrai que si l'un joue sur la fibre nationaliste et anti colonialiste pour masquer les problèmes politico-économiques du pays, le second en période pré-électorale française

*L'article qui suit nous a été transmis, il y a plusieurs mois, mais suite à sa réception dans une boîte mail ancienne, il n'est apparu qu'aujourd'hui. Nous nous en excusons auprès de l'auteur.*

*Nous le publions, car nous estimons qu'il reste d'actualité et rentre en résonance avec ce qui se passe à la frontière Biélo-Polonaise. L'instrumentalisation croissante des réfugié.e.s, exilés et migrants dans le cadre des tensions internationales où une nouvelle arme est utilisée, dans cette guerre économique mondiale, qui n'est autre que le pauvre, déplacé économique ou climatique d'ailleurs ou d'ici.*

*Turquie et Biélorussie qualifiées de régimes autoritaires, renvoies les Etats européens à leurs contradictions, des démocraties qui exercent un contrôle strict de leurs populations.*

Commission journal Moulins

## Afrin : la montagne des loups

« On affirme en Orient que le meilleur moyen pour traverser un carré est d'en parcourir trois côtés » dira Lawrence d'Arabie dans son œuvre de 1922, *Les sept piliers de la sagesse*. Près d'un siècle plus tard, en avril 2019, la Turquie annonce la construction d'un mur de séparation sur les rives est et sud de la ville d'Afrin. Le mur devrait mesurer à terme plus de 70 kilomètres

été érigé : 3.60 mètres de haut, présence régulière de soldats, tours de contrôle et drones de surveillance. L'intense militarisation de la frontière dès 2016, laisse difficilement place au doute quant aux *désideratas* de l'Etat turc et ses projets d'expansion au Nord de la Syrie et de l'Irak. Totalement isolé du territoire syrien au sud et des territoires de la Fédération

modification de son équilibre démographique et l'imposition d'une nouvelle souveraineté politique.

### Échiquier géopolitique et diplomatie de la canonniers

Le gouvernement turc annonce l'opération militaire « Rameau d'Olivier » en janvier 2018. Brandissant l'étendard de la justice, filant la métaphore en invoquant les symboles pacifistes du bouclier et du rameau pour euphémiser la nature des opérations militaires et paramilitaires menées en Syrie depuis 2016, cette campagne est tout sauf une surprise pour les chancelleries occidentales. Dès juillet 2017, lors du G20 à Hambourg, soit quelques mois après la fin de l'opération « Bouclier de l'Euphrate », Erdogan annonce qu'« *aussi longtemps que [la menace kurde] perdurera nous activerons nos règles d'engagement et réagiront comme il convient à Afrin* ». L'objectif est à peine voilé, la cible clairement annoncée et la communauté internationale informée que la Turquie s'apprête à lancer une opération militaire violant de multiples conventions internationales. A commencer par la Résolution n°2254 des Nations Unies sur la Syrie, qui exige la protection des civils, particulièrement les membres des communautés ethniques et religieuses ; et réaffirme la nécessité pour l'ONU, d'assurer la continuité des institutions de l'Etat syrien et d'œuvrer contre d'éventuelles volontés sécessionnistes.

Mais la Turquie sait jouer de ses alliances et de la complexité de son



En rouge : Kurdistan septentrional (Bakûr) Turquie  
En vert : Kurdistan occidental (Rojava) Syrie

En jaune : Kurdistan méridional (Basûr) Iraq  
En orange : Kurdistan oriental (Rojhilat) Iran

de long, visant à isoler Afrin du reste du territoire Syrien. La seule frontière que les habitants du district pourront alors traverser leur offrira un accès au territoire hostile du voisin du nord : la Turquie. Un tel projet a déjà été mené par Ankara tout le long de la frontière Syrienne, où un vaste mur est en construction depuis 2016 pour officiellement réduire le flux de réfugiés et maintenir l'Etat islamique du côté Syrien. Sur les 911 kilomètres de frontière turco-syrienne, un mur de protection de 764 km a d'ores et déjà

Démocratique de la Syrie du nord à l'ouest - plus connu sous sa dénomination kurdophone de *Rojava* - le district d'Afrin est depuis 2018 complètement encerclé. Seule sa frontière nord reste accessible aux ONG et observateurs internationaux qui doivent demander à la Turquie l'autorisation pour accéder à l'enclave. Ankara ne s'est pas contenté de parcourir *les frontières* du district d'Afrin, mais a bien lancé une opération militaire visant une occupation à long terme de la zone, la

positionnement géopolitique. Multipliant les annonces et différant les actes, Ankara a conscience qu'aucune opération militaire en Syrie n'est réalisable sans l'aval de la Russie, pompier pyromane devenu acteur diplomatique incontournable au Moyen-Orient. Le 18 janvier 2018 c'est donc à Moscou que se rendent Hakan Fidan, chef des services de renseignement turcs, et Hulusi Akar, chef d'état-major turc. Pour Ankara, il s'agit de faire comprendre aux Russes que l'offensive turque sur Afrin peut permettre de mettre en place une riposte graduée en réponse aux propos du secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson. Le 17 janvier 2018, ce dernier a détaillé les axes de la stratégie syrienne des USA, impliquant une présence indéfinie des troupes américaines auprès des SDF et la constitution d'une force de sécurité aux frontières, de près de 30 000 membres des SDF formés par les Américains. Cette décision apparaît aux Russes comme allant à l'encontre d'un accord tacite passé avec les USA à l'été 2017, divisant symboliquement la Syrie en diverses zones d'influences, créant de multiples territoires aux contours mal définis mais dont l'Euphrate serait une ligne de démarcation naturelle. Plusieurs enjeux sont au cœur des discussions entre les différents acteurs d'Astana, mais la poche de rebelles soutenue par Ankara dans la Ghouta Orientale, constitue une zone stratégique que Moscou et Damas souhaitent voir disparaître. Pour la Russie, l'enjeu est double : permettre au régime d'éliminer les derniers espaces de rébellion et faire comprendre aux kurdes qu'ils peuvent mettre fin au *statu quo* sur simple accord diplomatique avec la Turquie.

Le 20 janvier 2018 au matin, le ministre russe de la défense annonce le retrait des troupes russes d'Afrin. Le premier ministre turc, Binari Yildirm, lance immédiatement l'opération « Rameau d'Olivier » en expliquant qu'elle vise à lutter contre « *tous les terroristes présents à la frontière turco-syrienne les YPG et l'EI puisque ces deux groupes travaillent main dans la main* »<sup>(1)</sup>. Quiconque en Turquie s'oppose à cette propagande diffusée par les médias, tous dans le giron du clan Erdogan, se trouve inquiété : entre le 20 et le 24 janvier plus de 150 turcs sont ainsi arrêtés pour avoir critiqué, sur les réseaux sociaux ou dans la sphère privée, l'opération militaire

turque. Les forces militaires en présence sont alors sensiblement les mêmes que celle déjà déployées lors de l'opération « bouclier de l'Euphrate ». Le nombre de soldats envoyé sur le front est aujourd'hui encore difficile à définir, mais les combattants de l'Armée Nationale Syrienne<sup>(2)</sup>, qui structurent la première et principale colonne de troupe au sol, représentent selon les chiffres de l'OSHR<sup>(3)</sup>, plus de 20 000 soldats. L'armée turque, forte de 6 000 soldats, est constituée de réguliers, d'Islamistes ayant combattu en Turquie lors des soulèvements kurdes de 2015-2016 et de bataillons portant le symbole des loups gris<sup>(4)</sup>. On estime entre 8000 et 10 000 le nombre de combattant-e-s du côté des Forces Démocratiques Syriennes (FDS<sup>(5)</sup>) présent-e-s à Afrin en cette fin de janvier 2018. Simultanément, les forces de Bashar al Assad et les milices iraniennes encerclent la Ghouta orientale, attendant le feu vert de la Russie pour lancer l'assaut final qui sera déclenché suite aux intenses bombardements de l'aviation russe du 5 février 2018. Moscou aura entre temps accordé son blanc-seing à la Turquie en annonçant le 23 janvier sur Russian Today qu'elle « *n'interviendra pas contre l'opération militaire turque Rameau d'Olivier* ». 2 mois plus tard, la ville d'Afrin tombera entre les mains de l'armée turque et de ses milices djihadistes.

### AFRIN : *Kurd dagh*

Si Afrin revêt une importance centrale pour la Turquie en terme géostratégique, elle l'est tout autant sur le plan symbolique et culturel. La région porte son nom du fleuve qui scinde la ville d'Afrin en deux. Mais en ancien Ottoman, on la nomme *Kurd Dagh* : « La montagne des kurdes ». Dans sa translittération turque, la symbolique est considérablement modifiée. Transformant le « *Kurd* » en « *Kurt* », la montagne des kurdes devient alors « la montagne des loups », en référence à la mythologie nationaliste panturque. Historiquement, cette région est le refuge des minorités ethniques et religieuses qui s'y sont chacune installées sur une montagne : les druzes, les alevis et les kurdes. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle la grande majorité des habitants de la région est kurdophone. Arabe, kurde ou arménien, il semble que tous utilisaient le kurmanji dans leur vie quotidienne, ou l'*efrîni*, une déclinaison locale. L'arabe et le

turkmène sont également pratiqués, mais en 2010, sur les 350 000 habitants de la région, 98% possédaient le kurmanji comme langue maternelle. Contrairement à la majorité des kurdes, les habitants d'Afrin sont sunnites hanafites<sup>(6)</sup> et non chaféite<sup>(7)</sup>, héritage de l'influence culturelle d'Alep sur les tribus de la région qui ne se convertirent à l'Islam qu'au 12<sup>ème</sup> siècle. Puisant jusqu'alors dans les coutumes et les traditions yezidis, les tribus converties ne renient cependant pas leurs racines et n'imposent pas l'Islam comme religion unique. Au contraire, certaines tribus kurdes, dont les *Robariya*, vont se charger pendant plusieurs siècles d'assurer la protection de cette minorité religieuse qu'un grand nombre de kurdes à travers le Moyen-Orient, considèrent comme leurs ancêtres. Avant le début de la guerre civile en Syrie, on estimait ainsi à plus de 25 000 le nombre de Yezidis qui habitait l'enclave aux côtés de plus de 3 000 chrétiens et de 7 000 alevis.

Jusqu'à la partition de l'empire Ottoman, à la fin de la première guerre mondiale, la montagne des kurdes appartient à la zone d'influence de la ville de Kilis, aujourd'hui en Turquie. Ce n'est qu'une fois les frontières dessinées par les puissances occidentales que les terres fertiles de ces trois montagnes se trouvent divisées entre *Sham* et *Turkyie*, figeant les identités dans des cadres nationaux et imposant des frontières géographiques là où l'espace était sans limite. Mais malgré ces contraintes géopolitiques, la région d'Afrin demeure une mosaïque religieuse et ethnique où les diverses communautés cohabitent non sans tensions ni conflits, mais où l'héritage de la structure ottomane des *millets* su garder sa pertinence et l'efficacité de son organisation multiethnique et multiconfessionnelle. Dans les années 1980, c'est justement dans la région d'Afrin et dans celle de Kobané, que le PKK trouvera ses principaux soutiens. La dimension linguistique joue alors un rôle important en ce que ces régions, majoritairement kurdophones, n'ont été que peu pénétrées par les partis politiques kurdes syriens, qui utilisaient l'arabe comme langue véhiculaire. C'est également à cette période que les relations entre les partis politiques kurdes et le régime de Damas se stabilisent. Hafez-el-Assad voit en eux un moyen d'affaiblir

1. <https://www.timeturk.com/isid-ileypg-omuz-omuz-savasiyor/haber-833707>
2. ANS Armée Nationale Syrienne fondée en 2017 avec le soutien de la Turquie et réunissant les forces de l'Armée Syrienne Libre, d'Ahrar al-Cham, Jaych al-Islam...
3. L'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme
4. Les Loups Gris : organisation armée ultranationaliste turque
5. FDS : Coalition militaire formée le 10 octobre 2015 en Syrie. Soutenue par la coalition internationale, elle est composée des forces kurdes (YPG-YPJ), arabes, syriaques...
6. L'école hanafite est la plus ancienne des écoles religieuses islamiques sunnites de droit musulman. Système juridique de l'Empire Ottoman, il se développe à partir de la Turquie et y constitue encore aujourd'hui la religion la plus importante.
7. Le chaféisme est l'une des quatre écoles de jurisprudence de l'Islam sunnite, elle s'appuie sur le Coran et les hadiths. Bagdad et Le Caire sont les principaux centres de l'école chaféite.

l'ennemi turc en maintenant une présence kurde à la frontière, tout en jouant avec les divisions internes des organisations politiques lui permettant de maintenir une forme de contrôle sur les populations kurdes syriennes. Les élections parlementaires de mai 1990 sont révélatrices des divers positionnements politiques qui fracturent les régions kurdes de Syrie : la Cizîrê envoie trois députés proches du PDK au parlement syrien alors que la région d'Afrin y envoie six députés proches du PKK. Cette irruption sur la scène politique nationale des partis kurdes ne mettra pas fin aux politiques nationalistes et à la répression que Damas exerce contre les minorités du nord Syrie. En revanche, cela pose les jalons d'une relation de confiance entre la population et le PKK, et d'une forte implantation durable du parti dans la région.

Lorsque la Syrie s'embrase en 2011, les premières manifestations dans les régions kurdes ont lieu dans la Cizîrê dès le 27 mars. Suite à des discussions entre Damas et le PYD, les troupes syriennes se retirent de Kobané le 19 juillet 2012, et d'Afrin dès le lendemain. Alors que le régime maintient une présence dans certaine ville de la Cizîrê, à Qamishlo et Hassaké, il se retire totalement d'Afrin,

plaçant de facto l'enclave sous contrôle du PYD<sup>(8)</sup> et ses forces armées YPG<sup>(9)</sup> et YPJ<sup>(10)</sup>. Pour la première fois, les kurdes sont en position de s'auto-administrer et ainsi d'appliquer les principes du confédéralisme démocratique développés par Abdullah Ocalan et Murray Bookchin au début des années 2000. Le district d'Afrin est alors l'un des espaces les moins touchés par la guerre civile qui ravage la Syrie. On estime à près de 300 000 le nombre de déplacés kurdes, arabes, chrétiens qui fuient Alep ou Damas et y trouvent refuge lors des premières années de la guerre. Renommé le canton d'Afrin par l'auto-administration kurde, il est divisé en trois régions - Afrin, Cindirês et Reco- et est officiellement proclamé « canton autonome d'Afrin » le 2 janvier 2014. Un conseil législatif de 101 membres, est alors nommé incluant des représentants des diverses minorités religieuses (Alévis, Yezidis...), des diverses tribus habitants le canton, des diverses minorités ethniques et imposant un quota de 40% de femmes siégeant au conseil. Des « communes » sont instituées au sein desquelles s'appliquent les bases du confédéralisme démocratique : elles constituent le centre de l'organisation sociale et politique et s'organisent en comités qui sont responsables

localement des prises de décisions et de leur application. Le système est donc basé sur une idée d'autonomie territoriale et non sur une définition ethnique ou religieuse du pouvoir. Malgré le contexte de guerre civile et de siège, bloquée entre la Turquie au Nord et à l'Ouest, l'Etat Islamique au Sud et les soutiens du régime à l'Est, les habitants d'Afrin ont réussi à préserver un espace relativement pacifié jusqu'en 2018. Une zone dans laquelle les minorités pouvaient s'exprimer sans se trouver confrontées à l'autoritarisme d'un Etat central porteur d'un nationalisme agressif aux pratiques répressives. L'offensive turque sur Afrin constitue une attaque contre ce modèle politique, contre une société multiculturelle aux diverses orientations religieuses. L'histoire d'Afrin est pour la Turquie, l'illustration par l'exemple d'un modèle sociétal qui pourrait faire vaciller une République fondée sur les bases viciées d'un nationalisme autoritaire et d'une identité culturelle et religieuse schizophrène.

8. PYD : Parti de l'Union Démocratique fondé en 2003 et s'inspirant de l'idéologie développée par Abdullah Ocalan, fondateur du PKK.  
9. YPG : Unité de Protection du Peuple  
10. YPJ : Unité de Protection de la femme



Frontière turco-syrienne

### « Pas d'autres amis que les montagnes »

Les premiers jours de l'offensive ne se déroulent pas comme Erdogan l'avait envisagé : les troupes au sol pénètrent difficilement dans l'enclave et ce n'est qu'au bout d'une semaine de combat que le premier village est capturé. A la fin du mois de janvier, sur les 366 villages de la région, seul 11 étaient tombés entre les mains des forces turques et de ses alliés djihadistes, entraînant déjà de vastes déplacements de population vers la ville d'Afrin. La maîtrise du territoire, la connaissance du terrain et la détermination des YPG/YPJ leur permit de reconquérir des villages occupés par l'armée turque et de ralentir considérablement l'avancée des forces au sol. Si les habitants des villages attaqués ont rapidement rejoint les forces kurdes pour défendre leurs terres et lutter contre les envahisseurs, la cohésion n'était pas de mise entre les unités turques et les forces de l'Armée Nationale Syrienne. Les premières escarmouches opposant l'armée turque aux milices syriennes apparaissent dès la fin janvier, illustrant les difficultés pour Ankara de coordonner différents groupes armés ne servant pas les mêmes intérêts. En un mois, l'armée turque et ses supplétifs, bénéficiant de l'armement technologique de pointe des armées de l'OTAN, n'arrivent à pénétrer que de six kilomètres sur le territoire syrien. Un premier accord est passé au début du mois de février entre les YPG/YPJ et le régime permettant aux combattants présents à Kobané et dans la *Cizîrê*, de rejoindre Afrin en traversant des zones sous contrôle de Damas. Les YBS/YJE, Unités de Résistances de Shingal constitués de Yezidis d'Iraq formés par les YPG/YPJ après l'offensive de DAESH en août 2014, rejoignent également Afrin en nombre. Mais malgré ces renforts, et l'annonce par le régime de l'envoi de troupes pour soutenir les YPG, soutien qui ne se concrétisera jamais, la pression exercée par l'aviation turque et la situation de siège, affaiblit fortement les capacités de défense des YPG/YPJ. Dès mi-février les gains territoriaux des forces turques deviennent considérables alors que les premières accusations d'utilisation de gaz chimique par l'aviation turque et de nettoyage ethnique atteignent l'Europe.

Le 28 février, le conseil de sécurité de l'ONU adopte unanimement la résolution 2401, exigeant l'arrêt immédiat des combats en Syrie et l'établissement

d'une trêve humanitaire d'au moins 30 jours pour que l'aide humanitaire puisse atteindre l'enclave. La réaction d'Ankara fut sans appel : le cessez le feu ne sera pas respecté à Afrin. Les opérations militaires continueront puisqu'il s'agit de lutter contre des organisations terroristes, ce que la résolution permet puisqu'elle précise que les opérations contre les organisations considérées comme terroriste sont exempt du respect du cessez-le-feu. Or, les YPG/YPJ ne figurent pas sur la liste des organisations terroristes dressée par l'ONU. Pourquoi le conseil de sécurité a-t-il finalement toléré la poursuite d'une intervention qu'il a lui-même désavoué ? La question migratoire et le pacte signé entre la Turquie et l'UE en 2016 ne sont pas étrangers à ce qui se joue autour de l'invasion d'Afrin. En fermant la frontière entre la Turquie et l'Union Européenne, c'est plus de quatre millions de réfugiés syriens qui se sont retrouvés bloqués en territoire turc, se transformant en problème économique et social pour l'AKP. L'objectif d'Erdogan, une fois Afrin tombée, est bien de déplacer une partie des réfugiés syriens présents sur le territoire turc en Syrie, dans la province d'Afrin. Emine Erdogan, femme du *Reis*, annonça le 18 février 2018 que près de 500 000 syriens<sup>(11)</sup> réfugiés en Turquie seront réinstallés à Afrin dès la fin des combats. Quelques semaines après le retrait des YPG/YPJ, Erdogan demandera même la coopération de l'UE pour financer la réinstallation des réfugiés, cherchant ainsi la reconnaissance légale par les instances internationales d'une opération de nettoyage ethnique. Le chantage aux migrants qu'exerce Erdogan sur l'Union Européenne paralyse les instances internationales depuis 2015. La crainte de voir les réfugiés syriens pénétrer en Europe ; le manque de courage des instances politiques Européennes quant à la question migratoire ; le retour des nationalismes dans un Europe assiégée par le dogme de l'ultralibéralisme économique offrent à la Turquie une forme d'impunité diplomatique sur la scène internationale lorsqu'elle agite le spectre de l'ouverture de la frontière turco-grecque. En mars 2018, la ville d'Afrin a vu sa population triplée, des dizaines de milliers de déplacés y trouvant refuge. Plus de 250 000 habitants de la région ont été contraints de fuir la ville le 17 mars 2018 pour ne pas périr dans les combats. Afin d'éviter un massacre, les YPG/YPJ annoncent le même jour leur replis de la ville et le retrait du canton d'Afrin. Les affrontements

prennent fin : Afrin est tombée aux mains des Loups et des djihadistes.

### La 82ème province turque

A la fin du mois d'avril, les Nations-Unies estimaient à 70 000 le nombre d'habitants toujours présents dans la ville d'Afrin, vivant sous le joug des milices islamistes qui ont considérablement restreints les libertés des femmes et interdits aux minorités religieuses de pratiquer leur religion. Les Unités spéciales et les services secrets turcs ont immédiatement investis les bureaux des YPG et des assayech<sup>(12)</sup>, prenant possession des documents administratifs et des états civils de la population. De nombreux postes militaires turcs ont été établis à travers la province, contrôlant les déplacements, élaborant différentes zones toutes placées sous le contrôle de la « Syrian Task Forces », connue également comme les « commandos turcs », sous les ordres de la Direction Générale de la Sécurité Turque. Constituée de 12 unités, elle est appuyée par les « Forces Spéciales Syriennes » intégrées aux « forces de police syrienne », elles même placées sous le commandement des Services Secrets turcs. Les factions de l'ANS ayant participé à l'opération militaire ont été intégrées à ces forces armées et constituent un appareil sécuritaire dense aux ordres d'Ankara. Une partie de ces milices, dont Sultan Murad et Sultan Suleyman Shah, sont également utilisées en tant que proxy de l'Etat turc dans les conflits en Lybie ou dernièrement au Haut-Karabagh<sup>(13)</sup>. De nombreuses exactions ont été commises par ces factions pendant les premières semaines de l'invasion : destruction, expulsion, pillage, vol et assassinat. Un véritable réseau d'exportation des biens volés et de la production agricole d'Afrin a par la suite été mis en place en direction des zones précédemment occupées par la Turquie en Syrie, suite à l'opération bouclier de l'Euphrate. De nombreux sites culturels et religieux ont été détruits ou profanés, de nombreux temples yezidis et des cimetières saccagés. Selon la commission d'enquête de l'ONU de septembre 2020, l'ANS s'est rendue coupable de viols et d'agressions sexuelles sur femmes et jeunes filles, de détention arbitraires, d'enlèvements et de torture dans les centres pénitenciers<sup>(14)</sup>. Les exactions, les arrestations et les disparitions visent surtout les populations kurdes de la région, suspectées d'entretenir des liens avec les YPG ou d'être membre du PKK.

11. <https://www.hurriyetdailynews.com/m/500-000-expected-to-go-back-to-syria-after-afrin-operation-turkeys-first-lady-127450>

12. Les assayech sont les forces de police et de sécurité intérieure du Rojava.

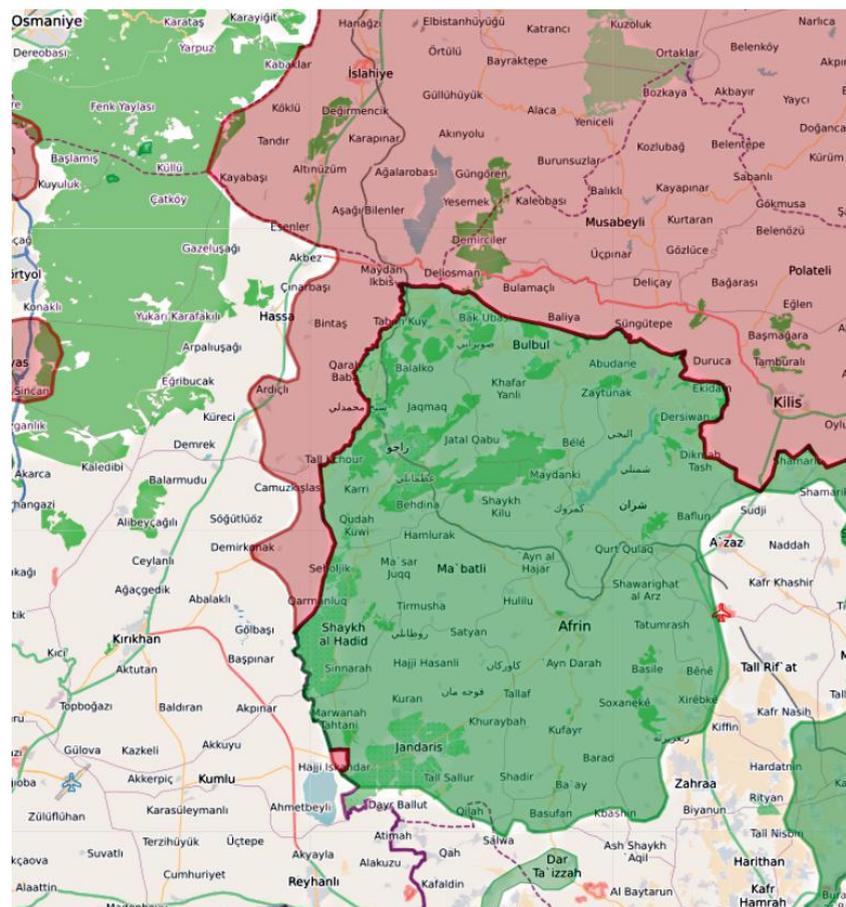
13. <https://www.reuters.com/article/us-armenia-azerbaijan-turkey-syria/armenian-envoy-says-turkey-sent-4000-syrian-fighters-to-azerbaijan-amid-fighting-ifax-idUSKBN26J150>

14. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26258&LangID=E>

Les structures de gouvernances locales ont également été modifiées dès avril. Des conseils locaux ont été instaurés dans diverses villes de l'enclave. On en compte 10, dont des déclinaisons en conseils de quartier pour les grandes villes comme Afrin, Azaz ou Albab. Chaque conseil est constitué de 15 à 20 membres élus, respectant les quotas ethniques. Mais leur champ

gan accrochées sur les murs des écoles et la lire turque imposée comme monnaie d'échange commerciale. Les journalistes et les organisations humanitaires ne peuvent pénétrer dans l'enclave sans autorisation de l'administration turque qui verrouille totalement l'accès à la région. Des camps de réfugiés ont été construits par l'AFAD, l'Agence turque de Gestion

pendant qu'Erdogan dénonçait ces manifestants, les qualifiant « *de nouveaux Lawrence d'Arabie déguisés en journalistes, en religieux, en écrivains et en terroristes qui se cachent derrière la liberté de la presse, la guerre d'indépendance ou le djihad* ». Aujourd'hui, Afrin est devenue la 82ème province turque, et c'est bien en bâtissant des murailles symboliques et matérielles qu'Erdogan



Province d'Afrin intégrée dans l'espace géopolitique turc

- 15. [https://www.thealeppoproject.com/wp-content/uploads/2019/08/Socioeconomic\\_impact\\_of\\_Displacement\\_EN\\_web.pdf](https://www.thealeppoproject.com/wp-content/uploads/2019/08/Socioeconomic_impact_of_Displacement_EN_web.pdf)
- 16. <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/acaps-short-note-syria-humanitarian-needs-afirin-03-march-2021>
- 17. HDP : Le Parti Démocratique des Peuples

d'action est fortement restreint puisque, comme l'explique un membre du conseil de Jenderes, « *notre rôle est strictement encadré par le Gouverneur turc local, nous ne pouvons rien faire sans leur autorisation*<sup>(15)</sup> ». Dans les faits, la province est comme intégrée au système administratif, politique et économique de l'Etat turc. Depuis l'invasion, plus de 400 000 arabes et turkmènes ont été installés par la Turquie dans le canton d'Afrin où les kurdes ne représenteraient plus qu'un quart de la population. Le canton est administrativement rattaché au gouvernorat de Hatay, en Turquie, et le drapeau turc flotte sur tous les bâtiments administratifs et les écoles. Les réseaux d'électricité et de téléphone sont connectés à ceux de la Turquie ; les Imams nommés et payés par la Direction des affaires religieuses turques ; les programmes scolaires imposés par le Ministère de l'éducation turque ; des photos d'Erdo-

des catastrophes et des situations d'urgences, pour accueillir les déplacés d'Idlib et de la Ghouta Orientale. Les membres de l'ANS se sont appropriés les habitations des familles ayant fui l'offensive et les terres agricoles et les oliveraies, principales ressources économiques de la région, ont été confisquées et données à des commerçants turcs. Les derniers rapports de mars 2021<sup>(16)</sup> évoquent également des taxes imposées par les milices sur les récoltes et l'extraction d'huile d'olive domestique, leur montant étant fonction des milices qui contrôlent la région dans laquelle se trouve l'exploitation.

Le 13 octobre 2014, alors que la Turquie laissait les djihadistes de l'Etat islamique envahir Kobané, le HDP <sup>(17)</sup> appelait à manifester à travers toute la Turquie pour dénoncer l'inaction du gouvernement. La répression fut violente. 37 personnes trouvèrent la mort

exporte et nourrit une idéologie mortifère en dehors de ses frontières. C'est sur ce point que le *Reis* a surpassé les propos de l'espion anglais : il ne s'agit pas de traverser des espaces, mais de s'y ancrer pour y semer les graines du chaos.

**Tony**